



BILAN D'ACTIVITÉ

DU

**CONSEIL DE LA CULTURE,
DE L'ÉDUCATION ET DE
L'ENVIRONNEMENT**

Région Réunion

EXERCICE 2012

*Adopté à l'unanimité des présents et des représentés
en Assemblée plénière du 17 avril 2013*

SOMMAIRE

	Pages
Introduction	3
1- Les saisines	11
1-1 Les saisines obligatoires	11
1-2 Les saisines spécifiques	11
<u>Avis du CCEE sur la Charte du Parc national de La Réunion</u>	11
2- Les autosaisines	12
2-1 Les réflexions et actions des commissions	12
2-1-1 <u>Commission 1 « Vivre ensemble »</u>	12
<u>« Culture, arts, langues, histoire, patrimoine culturel, numérique »</u>	
2-1-1-1 <i>Étude « Pratiques artistiques et fréquentations culturelles des Réunionnais »</i>	12
2-1-1-2 <i>Dossier « La situation des arts plastiques à La Réunion »</i>	13
2-1-1-3 <i>Le concours littéraire LanKRéol</i>	13
2-1-1-4 <i>Rencontres</i>	13
2-1-2 <u>Commission 2 « Égalité des chances »</u>	14
<u>« Enseignement de la maternelle à l'université, formation professionnelle et apprentissage »</u>	
2-1-2-1 <i>Les réflexions</i>	14
2-1-2-2 <i>Les autres contributions</i>	16
2-1-3 <u>Commission 3 « Cohésion sociale »</u>	17
<u>« Éducation populaire, sports, socio-éducatif, animation »</u>	
2-1-4 <u>Commission 4 « Développement territorial »</u>	24
<u>« Aménagement, déplacements, routes, transports, énergie, tourisme »</u>	
2-1-5 <u>Commission 5 « Cadre de vie »</u>	26
<u>« Environnement, biodiversité, patrimoine naturel, recherche »</u>	
2-1-6 <u>Groupe ad hoc « Affaires financières et européennes »</u>	28
2-1-7 <u>Groupe ad hoc « Audiovisuel et communication »</u>	29
2-1-8 <u>Comité de pilotage pour l'écriture du créole réunionnais</u>	29
3- Les Missions	30
3-1 Les XXIèmes Rencontres interrégionales des langues et cultures	31
3-2 Conférence permanente annuelle des présidents des CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte (1 ^{ère} phase)	31

3-3	Conférence permanente annuelle des présidents des CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte (2 ^{ème} phase)	32
3-4	Conférence permanente annuelle des présidents des CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte (3 ^{ème} phase)	32
3-5	Xèmes Rencontres inter-associatives de la FRAAP	33
3-6	Forum « Éduquer pour demain »	34
3-7	2èmes Forum des régions ultrapériphériques	35
3-8	Les 8èmes Rencontres nationales de l'Éducation	35
3-9	Le colloque inter-CCEE sur le thème « Faire de la jeunesse un atout	36
3-10	Le colloque « Vivre ensemble – Entre temps court et temps long »	38
3-11	Les XXIIèmes Rencontres interrégionales des langues et cultures	38
4-	Les Publications du CCEE	39
5-	Les représentations du CCEE	39

Table des sigles

Annexes

7-1	Annexe n° 1 : Budget du CCEE pour l'exercice 2012
7-2	Annexe n°2 : Inventaire du matériel à disposition du CCEE
7-3	Annexe n°3 : Liste des instances de travail et leur composition
7-4	Annexe n°4 : Tableau des délégations
7-5	Annexe n°5 Grille du programme événementiel Éducation populaire 2012
7-6	Annexe n°6 : Déclaration de Saint-André
7-7	Annexe n°7 : Liste des publications du CCEE

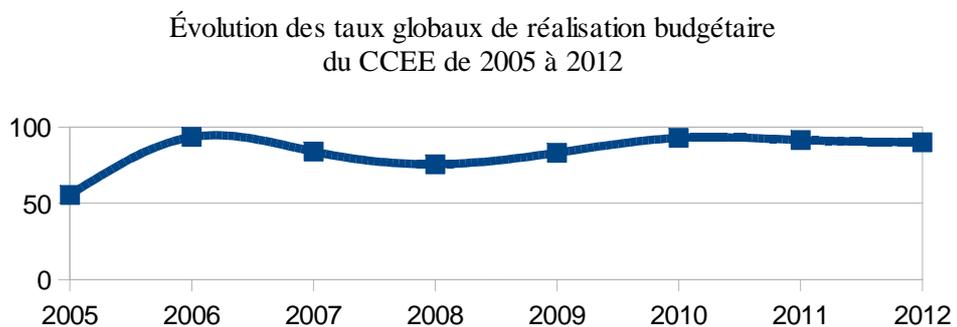
INTRODUCTION

Le présent rapport relate l'activité du CCEE pour l'exercice 2012. L'activité du conseil a été soutenue cette année si l'on prend en considération les données suivantes :

1) Le taux global de réalisation budgétaire en 2012

Il a été de l'ordre de 90 % sur 11 mois d'activités réelles en raison de l'arrêt des différentes tâches comptables le 10 décembre à la Région Réunion.

Pour rappel, le taux de 2011 a été de 91,45 %. Le graphique suivant montre son évolution depuis 2005.



2) Le budget du Conseil pour l'exercice 2012.

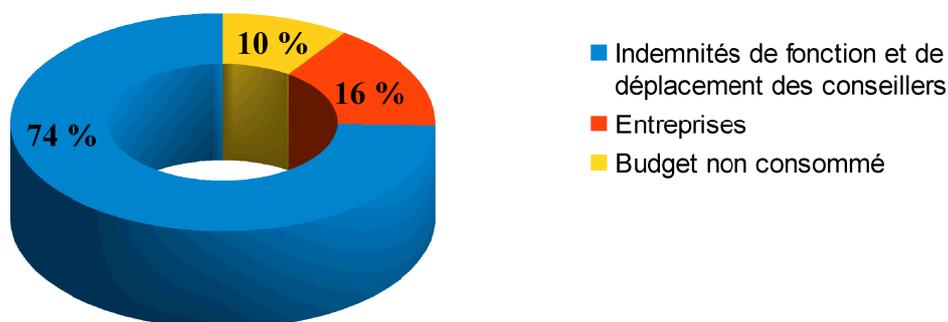
Il était de l'ordre de 719 500 euros (Cf. en annexe n° 1 le budget du CCEE voté par le Conseil régional) et a été dépensé de la manière suivante :

- 74,46 % (soient 535 759,67 euros) ont servi au paiement des indemnités des membres ;
- 15,86 % (soient 114 146,52 euros) ont été dépensés en direction de partenaires économiques divers ;
- 9,67 % des crédits affectés au budget du CCEE pour l'exercice 2012 n'ont pas été consommés. Ces crédits relèvent pour 25 900,51 euros de la section d'investissement et pour 43 693,30 euros de la section de fonctionnement.

Pour rappel, les crédits de la section d'investissements non utilisés (25 900,51 euros) servent à financer des « études et recherches » donnant lieu à la constitution d'un patrimoine immobilier. Le CCEE n'ayant pas vocation à réaliser ce type d'actions, se trouve dans l'incapacité à mobiliser cette somme. Aussi, une concertation avec la direction des affaires financières du Conseil régional a permis l'affectation d'une partie de ces crédits dans la section de fonctionnement du budget du CCEE pour l'exercice 2013.

Il est à noter que sur un plan matériel, le CCEE s'est doté de petits équipements permettant non seulement à son personnel de bénéficier d'un confort dans la réalisation de ses tâches mais aussi aux membres de profiter au mieux de l'accueil et des espaces existants au sein des locaux du Conseil (Cf. en annexe n° 2 l'inventaire actualisé du matériel à disposition du CCEE pour l'exercice 2012).

BUDGET DU CCEE 2012
Répartition des dépenses



3) Les statistiques relatives au nombre de réunions tenues en 2012 par les différentes instances du CCEE.

Les tableaux ainsi que le graphique ci-joints illustrent l'activité du CCEE pour 2012 avec **216 réunions statutaires** (Assemblées plénières, Bureau, Bureau restreint, commissions, groupes ad hoc, groupes de travail...) qui ont été organisées de janvier à décembre 2012 avec un taux de présence moyen de 66 % sur la période. Pour rappel ce taux était de 80 % en 2011.

Activités du CCEE : Réunions statutaires et représentations extérieures en 2012

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Assemblée plénière					1	1			1	1	1	1	6
Bureau	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1	24
Bureau restreint		2			1		1		1				5
Bureau élargi		1											1
Commission 1 "Vivre ensemble"	2	2	2	2	1	1	3	2	2	2	2	2	23
Commission 1 "Vivre ensemble" élargie						1							1
Commission 2 "Égalité des chances"	1	3	2	2	3	1	2	2	2	3	1	2	24
Commission 3 "Cohésion sociale"	2	1	1		2					2	1	2	11
Commission 4 "Développement territorial"	1	1	1		3	1		2	2	1	1	1	14
Commission 4 "Développement territorial" élargie								1					1
Commission 5 "Cadre de vie"	1	2	1	2	3	3	1	1	1	1		2	18
Commission 5 "Cadre de vie" élargie									1	1			2
Commissions 3 "Cohésion sociale" – 4 « Développement territorial » et 5 « Cadre de vie » conjointes	1												1
Commissions 4 « Développement territorial » et 5 « Cadre de vie » conjointes	1												1
Groupe ad hoc "Affaires financières et européennes"					1	1			1	1	1	1	6
Groupe ad hoc "Audiovisuel - Communication"									2				2
TOTAUX	11	15	9	8	17	11	9	10	15	14	9	12	140
Représentations extérieures	2	18	12	9	7	20	1	11	32	10	23	7	152

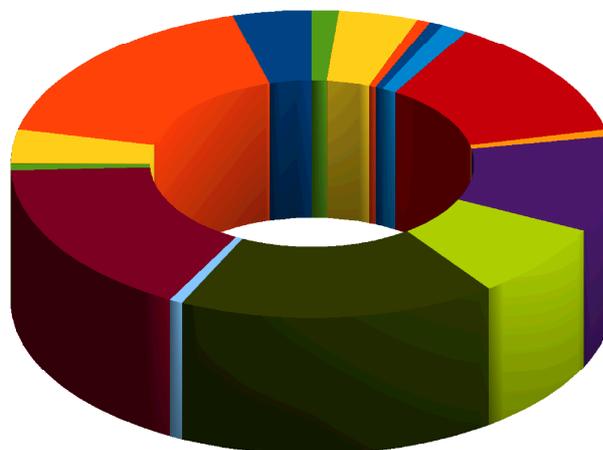
En ce qui concerne les groupes de projet, le détail du nombre de réunions est le suivant :

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Commission 1 « Vivre ensemble » : <i>Groupe de projet « LanKRéol »</i>		1						1	1	2			5
Commission 2 « Égalité des chances » : <i>Groupe de travail « Salon régional de l'Éducation »</i>				2			1		1				4
Commission 2 « Égalité des chances » : <i>Groupe de travail « Rythmes scolaires »</i>									1	2	1		4
Commission 3 « Cohésion sociale » : <i>Groupe de travail "Structuration et gouvernance du sport »"</i>	1			1									2
Commission 3 « Cohésion sociale » : <i>Groupe de travail « Événementiel éducation populaire »</i>		2	2	3	6	2	2	2	2				21
Commission 3 « Cohésion sociale » : <i>Groupe de travail "Actes du colloques inter-CCEE – cellule analyse du sport"</i>			1										1
Commission 4 « Développement territorial » : <i>Groupe de travail "Étude sur les loisirs et le tourisme de nature à La Réunion"</i>		1	1						1				3
Commission 4 « Développement territorial » : <i>Groupe de travail "Analyse de la stratégie touristique du Conseil régional"</i>		1	1			1	1		2	1	1	1	9
Commission 5 « Cadre de vie » : <i>Groupe de travail « Projet de charte du Parc national de La Réunion »</i>										3			3
Groupe de travail « Comité de pilotage pour l'écriture du créole réunionnais »		1	1	2				1	1	2		1	9
Comité de pilotage « Éducation à l'environnement et au développement durable »	1		1	2	3								7
Groupe de travail « Colloque inter-CCEE2012 »									1	2			3
Réunions d'information sur le budget de la Région					2								2
Réunions de travail de la C1 et de la C2			2		1								3
TOTAUX	2	6	9	10	12	3	4	4	10	12	2	2	76

*Tableau statistique relatif aux instances de travail
dans l'activité du CCEE pour l'exercice 2012*

INSTANCES	NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX	INSTANCE SUIVIE PAR	SECRETARIAT ASSURÉ PAR
Assemblée plénière	6	4,29%	Mickaël MAILLOT	Linda GRONDIN
Bureau	24	17,14%	Mickaël MAILLOT	Linda GRONDIN
Bureau restreint	5	3,57%	Mickaël MAILLOT	Linda GRONDIN
Bureau élargi	1	0,71%	Mickaël MAILLOT	Linda GRONDIN
Commission 1 "Vivre ensemble"	23	16,43%	Céline SANCH Bénédicte ELLY	Marie SAUTRON
Commission 1 "Vivre ensemble" élargie	1	0,71%	Céline SANCH	Marie SAUTRON
Commission 2 "Égalité des chances"	24	17,14%	Bernadette BERTIL	Marie SAUTRON
Commission 3 "Cohésion sociale"	11	7,86%	Saravanan RANGARADJOU	Rachel GOMEZ
Commission 4 "Développement territorial" : - Champs « Déplacement, transport, tourisme » - Champs « Aménagement, routes, énergie »	14	10,00%	Saravanan RANGARADJOU Bénédicte ELLY	Rachel GOMEZ
Commission 4 "Développement territorial" élargie	1	0,71%	Bénédicte ELLY	Rachel GOMEZ
Commission 5 "Cadre de vie" : - Champs « Recherche » - Champs « Environnement, biodiversité, patrimoine naturel »	18	12,86%	Bernadette BERTIL Bénédicte ELLY	Rachel GOMEZ
Commission 5 "Cadre de vie" élargie	2	1,43%	Bénédicte ELLY	Rachel GOMEZ
Commissions 3 "Cohésion sociale" – 4 « Développement territorial » et 5 « Cadre de vie » conjointes	1	0,71%	Saravanan RANGARADJOU	Rachel GOMEZ
Commissions 4 « Développement territorial » et 5 « Cadre de vie » conjointes	1	0,71%	Bénédicte ELLY	Rachel GOMEZ
Groupe ad hoc "Affaires financières et européennes"	6	4,29%	Bénédicte ELLY	Linda GRONDIN
Groupe ad hoc "Audiovisuel - Communication"	2	1,43%	Céline SANCH	Linda GRONDIN
Nombre de réunions totales	140			
Représentations extérieures	152			

Représentation graphique du nombre de réunions des groupes de travail dans l'activité du CCEE en 2012

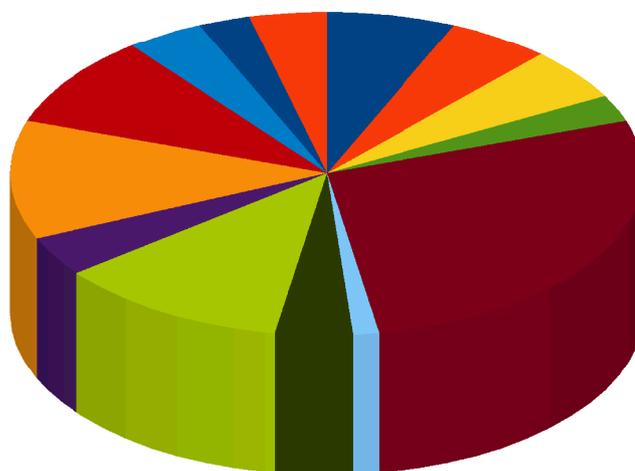


- Assemblée plénière
- Bureau
- Bureau restreint
- Bureau élargi
- Commission 1 "Vivre ensemble"
- Commission 1 "Vivre ensemble" élargie
- Commission 2 "Égalité des chances"
- Commission 3 "Cohésion sociale"
- Commission 4 "Développement territorial" :
 - Champs « Déplacement, transport, tourisme »
 - Champs « Aménagement, routes, énergie »
- Commission 4 "Développement territorial" élargie
- Commission 5 "Cadre de vie" :
 - Champs « Recherche »
 - Champs « Environnement, biodiversité, patrimoine naturel »
- Commission 5 "Cadre de vie" élargie
- Commissions 3 "Cohésion sociale" – 4 « Développement territorial » et 5 « Cadre de vie » conjointes
- Commissions 4 « Développement territorial » et 5 « Cadre de vie » conjointes
- Groupe ad hoc "Affaires financières et européennes"
- Groupe ad hoc "Audiovisuel - Communication"

*Tableau statistique relatif
aux groupes de travail dans l'activité du CCEE pour l'exercice 2012*

RÉUNIONS	NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX	INSTANCE SUIVIE PAR	SECRETARIAT ASSURÉ PAR
Commission 1 « Vivre ensemble » : Groupe de projet « LanKRéol »	5	6,58%	Céline SANCH Bénédictte ELLY	Marie SAUTRON
Commission 2 « Égalité des chances » : Groupe de travail « Salon régional de l'Éducation »	4	5,26%	Bernadette BERTIL	Marie SAUTRON
Commission 2 « Égalité des chances » : Groupe de travail « Rythmes scolaires »	4	5,26%	Bernadette BERTIL	Marie SAUTRON
Commission 3 « Cohésion sociale » : Groupe de travail "Structuration et gouvernance du sport"	2	2,63%	Saravanan RANGARADJOU	Rachel GOMEZ
Commission 3 « Cohésion sociale » : Groupe de travail « Événementiel éducation populaire »	21	27,63%	Saravanan RANGARADJOU	Rachel GOMEZ
Commission 3 « Cohésion sociale » : Groupe de travail "Actes du colloques inter-CCEE– cellule analyse du sport"	1	1,32%	Saravanan RANGARADJOU	Rachel GOMEZ
Commission 4 « Développement territorial » : Groupe de travail "Étude sur les loisirs et le tourisme de nature à La Réunion"	3	3,95%	Saravanan RANGARADJOU	Rachel GOMEZ
Commission 4 « Développement territorial » : Groupe de travail "Analyse de la stratégie touristique du Conseil régional"	9	11,84%	Saravanan RANGARADJOU	Rachel GOMEZ
Commission 5 « Cadre de vie » : Groupe de travail « Projet de charte du Parc national de La Réunion »	3	3,95%	Bénédictte ELLY	Rachel GOMEZ
Groupe de travail « Comité de pilotage pour l'écriture du créole réunionnais »	9	11,84%	Céline SANCH Bénédictte ELLY	Marie SAUTRON
Comité de pilotage « Éducation à l'environnement et au développement durable »	7	9,21%	Bénédictte ELLY	Rachel GOMEZ
Groupe de travail « Colloque inter-CCEE 2012 »	3	3,95%	Bernadette BERTIL Mickaël MAILLOT	Linda GRONDIN
Réunions d'information sur le budget de la Région	2	2,63%	Mickaël MAILLOT	Linda GRONDIN
Réunion de travail : - Commission 1 « Vivre ensemble » ; - Commission 2 « Égalité des chances » - rapport « acteurs associatifs du CCEE »	3	3,95%	Céline SANCH Bernadette BERTIL Mickaël MAILLOT	Marie SAUTRON Marie SAUTRON Linda GRONDIN

Représentation graphique du nombre de réunions des groupes de travail dans l'activité du CCEE en 2012



- | | | |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ Commission 1 « Vivre ensemble » :
Groupe de projet « LanKRéol » ■ Commission 3 « Cohésion sociale » :
Groupe de travail "Structuration et gouvernance du sport »" ■ Commission 4 « Développement territorial » :
Groupe de travail "Étude sur les loisirs et le tourisme de nature à La Réunion" ■ Groupe de travail « Comité de pilotage pour l'écriture du créole réunionnais » ■ Réunions d'information sur le budget de la Région | <ul style="list-style-type: none"> ■ Commission 2 « Égalité des chances » :
Groupe de travail « Salon régional de l'Éducation » ■ Commission 3 « Cohésion sociale » :
Groupe de travail « Événementiel Éducation populaire » ■ Commission 4 « Développement territorial » :
Groupe de travail "Analyse de la stratégie touristique du Conseil régional" ■ Comité de pilotage « Éducation à l'environnement et au développement durable » ■ Réunion de travail :
- Commission 1 « Vivre ensemble » ;
- Commission 2 « Égalité des chances »
- rapport « acteurs associatifs du CCEE » | <ul style="list-style-type: none"> ■ Commission 2 « Égalité des chances » :
Groupe de travail « Rythmes scolaires » ■ Commission 3 « Cohésion sociale » :
Groupe de travail "Actes du colloques inter-CCEE – cellule analyse du sport" ■ Commission 5 « Cadre de vie » :
Groupe de travail « Projet de charte du Parc national de La Réunion » ■ Groupe de travail « Colloque inter-CCEE 2012 » |
|---|---|---|

I. LES SAISINES

Les saisines obligatoires et spécifiques constituent une part importante de l'activité de l'assemblée.

1.1 Les saisines obligatoires

Le Conseil régional a consulté le CCEE sur les documents budgétaires suivants :

- bilan d'activité de la Région pour l'exercice 2011 ;
- compte administratif du Conseil régional pour l'exercice 2011 ;
- projet de décision modificative n° 1 de la Région pour l'exercice 2012 ;
- projet de décision modificative n° 2 de la Région pour l'exercice 2012 ;
- orientations budgétaires pour l'exercice 2013 ;
- projet de budget primitif de la Région pour l'exercice 2013.

1.2 Les saisines spécifiques

Avis du CCEE sur la Charte du Parc national de La Réunion (PNRun)

Le 31 août 2012, le CCEE a été saisi dans le cadre des phases de consultation formelle par le Parc national de La Réunion (PNRun) en application de l'article R 331-7 du Code de l'environnement sur le projet de Charte ainsi que sur le rapport d'évaluation environnementale associé.

Un groupe de travail a été constitué afin d'émettre un avis et, dans cette perspective a reçu Marylène HOARAU (Directrice du PNRun).

Dans son avis, le CCEE a souligné les points suivants :

- la mise en place du Conseil économique social et culturel et de sa gouvernance ;
- le fonctionnement du Conseil scientifique ;
- la conciliation des mesures de sauvegarde, de protection de la biodiversité du Bien inscrit au patrimoine de l'Humanité avec les actions liées au développement économique social et culturel de l'Île ;
- et sur l'accompagnement des acteurs publics et privés dans cette stratégie de préservation.

Il est nécessaire que le Parc national de La Réunion facilite et accompagne les acteurs publics et privés dans cette stratégie tout en tenant compte de la préservation et de la conservation du Bien.

II. LES AUTO SAISINES

Elles se répartissent en 3 points :

- 1) les réflexions et actions des commissions ;
- 2) les dossiers transversaux ;
- 3) les productions du CCEE.

2.1 Les réflexions et actions des commissions

2.1.1 Commission 1 « Vivre ensemble »

« Culture, arts, langues, histoire, patrimoine culturel, numérique »

À raison d'un rythme de réunion bimensuelle, la commission est en mesure de présenter le bilan d'activités suivant :

2.1.1.1 Étude « Pratiques artistiques et fréquentations culturelles des Réunionnais »

La commission a souhaité, par le biais de cette étude, disposer d'un document permettant de mieux comprendre le comportement et les attentes des publics, en abordant leurs pratiques artistiques et leurs fréquentations culturelles.

La réalisation de l'étude a été confiée au cabinet « L.A. Conseil ». Cinq comités de pilotage ont permis de suivre l'avancée des travaux au cours du premier semestre, avec la participation du Conseil régional, de la DAC-OI, de la DAAC, de l'Université de La Réunion, du TCO, de la CIREST et de la CINOR.

Les résultats de l'étude ont été validés par le CCEE réuni en plénière le 26 septembre.

Une restitution publique a été proposée le 6 décembre au Téat Champ Fleuri à une soixantaine d'acteurs culturels institutionnels et associatifs.

Il en ressort que :

- trois axes majeurs ont été dégagés pour viser un développement des pratiques artistiques et les fréquentations culturelles des Réunionnais : observation, structuration et médiation ;
- des idées reçues sont battues en brèche : tout n'est pas question de gratuité pour inciter à la fréquentation culturelle / il n'y a pas de demande particulière mais plutôt une offre préalable, qui, dès lors qu'elle existe, est suivie, etc. ;
- de bons retours de partenaires, qui voient dans l'étude des arguments pour motiver leurs projets culturels ;
- le choix du focus sur la micro région Sud a quelquefois été décrié, les conclusions de l'étude semblant s'appliquer difficilement aux autres territoires. Toutefois, la représentativité statistique de l'échantillon reste valable pour l'ensemble du département ;
- cette étude s'inscrit en complémentarité avec les schémas régionaux en cours de réalisation : Schéma régional de l'enseignement artistique et Schéma régional des salles et lieux de création et de diffusion, ainsi qu'avec les travaux de l'Observatoire des pratiques culturelles de l'Université.

2 .1.1.2 Dossier « La situation des arts plastiques à La Réunion »

La commission s'est donnée pour mission de réaliser un état des lieux, à partir duquel des propositions seront formulées aux institutionnels.

Pour ce faire, quatre auditions ont été réalisées :

- le 27 septembre : Colette POUNIA, directrice du FRAC récemment nommée, qui a fait part des nouvelles orientations et ambitions de développement de cet outil public ;
- le 25 octobre : Céline BONNIOL, directrice de l'association Cheminement (s) et chercheuse associée à l'Université de La Réunion sur la médiation culturelle et l'observation des pratiques ;
- le 8 novembre : Patricia DE BOLLIVIER, chargée de mission pour la gestion de la collection d'art contemporain et pour la préfiguration du Centre d'arts de la Ville de Saint-Pierre, auteure d'une thèse de 3^e cycle sur « L'émergence de l'art contemporain à La Réunion » qui a partagé une vision plus historique ;
- le 22 novembre : Richard RIANI, artiste plasticien depuis une trentaine d'années, de renommée internationale, qui a retracé son parcours et ses interrogations quant aux difficultés rencontrées dans ce milieu.

2 .1.1.3 Le concours littéraire LanKRéol

À l'occasion de la 9^{ème} édition du concours, une centaine d'œuvres a été déposée au CCEE, ce qui représente une participation importante et implique un travail d'autant plus remarquable des huit membres du jury : Pascale BLANCHET, Carlo DE SACCO, Frédérique HÉLIAS, Jean-Hugues HOARAU, Teddy IAFARE-GANGAMA, Jessica IMAHO-ICHIZA, Jocelin LAKIA et Bernadette THOMAS.

La remise du Prix LanKRéol 2012 s'est déroulée au MOCA dans le cadre de la Journée internationale créole, autour d'un rishofé, de chansons proposées par l'artiste émergente Amélie BURTAIRE et de lectures publiques ayant permis de consacrer les œuvres et auteurs suivants :

- Pri LanKRéol 2012 :
« **Dériér bazar** »
Un fonnkèr du recueil « Détak la lang » de Marie Emmanuelle QUENOU
- Konpliman (ex-æquo) :
 - « **Padport** »
Un fonnkèr du recueil « Desi padport mon kèr » de Isabelle TESTA
 - « **Le fonnkèr n°1** »
du recueil « Motamo » de Patrick CAZANOVE ;
- Koudpous :
 - « **Si la brez mon vi** »
Un fonnkèr du recueil « Kas koko po boir do lo », de Janick Paul TAMACHIA ;
 - « **Mon zétoil** »
Un fonnkèr du recueil « Détak la lang » de Marie-Emmanuelle QUENOU ;
 - « **Diguiligue la vi** »
Une nouvelle de Céline HUET.

2.1.1.4 Rencontres

La commission a également fait une série de rencontres, à la demande des intervenants suivants :

- le 20 janvier : Lendita AMOURS, chef de projet, sur « Les 20 ans » de la Maison du volcan ;
- le 23 février : Élysé ASSANI secrétaire de l'association Ti Fanal, pour la création d'une Maison d'exposition relative à la Traite de l'esclavage dans les Mascareignes ;
- le 23 février : le Cabinet KANJU, chargé de l'étude de définition du Schéma est de développement des activités culturelles pour la CIREST ;
- le 10 mai : Michelle CANIGUY, élue à la culture, Jean-Charles SÉRAPHINE, DGA et Viviane BEN HAMIDA, chargée de mission, sur les travaux autour du patrimoine historique que la commune de Saint-André propose aux enfants de son territoire ;
- le 21 juin : Corine JUCOURT, directrice et Luce PAQUET, conseillère culturelle d'Énergies alternatives Réunion, pour une présentation de la Coopérative d'activités et d'emploi de l'association.

2.1.2 Commission 2 « Égalité des chances »

« Enseignement de la maternelle à l'université, formation professionnelle et apprentissage »

En 2012, l'activité de la commission a été marquée par les réalisations suivantes :

2.1.2.1 Les réflexions

Pour cette deuxième année de mandature, les réflexions ci-après, ouvertes en 2011, ont été poursuivies :

■ « Comment favoriser l'émergence du langage avant l'entrée à l'école ? »

Dans le prolongement du débat organisé sur ce thème pendant le Salon régional de l'éducation de 2011 et au vu des préconisations formulées, la commission s'est attachée sur ce dossier à recueillir des éléments de diagnostic visant à conforter sa réflexion. Dans cette optique, une consultation a été engagée pour la réalisation d'une étude portant sur la mise en place de lieux d'accueil, dédiés au binôme parents – enfants et axés sur l'émergence et l'enrichissement du langage de l'enfant. Cette opération lancée selon la procédure adaptée des marchés publics par le Conseil régional pour le compte du CCEE, à la fin avril, n'a cependant pas abouti, faute de réponse.

Souhaitant maintenir sa réflexion, la commission a fait le choix de conduire les travaux en interne et de suivre le cahier des charges préalablement défini, à savoir :

- faire un état des lieux des projets/pratiques existant sur le territoire ;
- réaliser, en fonction des données recueillies, une cartographie ;
- vérifier par des entretiens que le concept est partagé par les institutionnels et les acteurs de l'Éducation populaire.

Afin de pouvoir mener à terme son projet, les travaux séquencés en trois phases successives ont donné lieu à la mise en œuvre de la première étape : l'élaboration d'un questionnaire sur les projets et initiatives ayant pour objet le développement des compétences langagières des enfants de 0 à 6 ans. Ce questionnaire a été adressé à l'ensemble des acteurs institutionnels intervenant de près ou de loin sur ce champ, courant septembre : la Préfecture, le Conseil général, le Conseil régional, les communes et la Caisse d'allocations familiales. À la fin novembre, une première analyse des réponses recueillies a été effectuée ; elle se poursuivra en 2013.

■ « La carte scolaire »

En 2011, le débat organisé au Salon régional de l'éducation avec la collaboration d'acteurs institutionnels¹, de fédérations de parents d'élèves² et du syndicat national des personnels de direction³ avait permis de brosser l'historique de la carte scolaire, de présenter son fonctionnement et d'échanger sur ses avantages et ses inconvénients. Des premiers constats émis, il ressortait, notamment, que l'application de la carte scolaire manque de lisibilité, qu'elle donne lieu à des pratiques de contournement mais que l'outil est essentiel en termes de planification et de gestion. Aussi, gagnerait-il à être amélioré et surtout à être construit en partenariat afin de répondre aux objectifs de mixité sociale et d'égalité des chances des élèves. Au vu de ces éléments, la commission a souhaité engager une 2^{ème} étape de travail, cette année : l'audition de l'ensemble des acteurs concernés par ce dispositif, tant au niveau du primaire que du secondaire. Ces échanges ont pour but de :

- mieux comprendre l'application de la carte scolaire dans l'académie ;
- identifier les effets de son assouplissement en matière de mixité sociale et d'égalité des chances ;
- cerner les difficultés de mise en œuvre et clarifier les pratiques de contournement ;
- faire émerger des préconisations visant à améliorer l'orientation des élèves.

Un premier travail d'identification des acteurs à auditionner et de rédaction d'un guide d'entretien a été effectué. L'organisation des rencontres sera faite en 2013.

■ « La prise en charge des élèves en difficulté à La Réunion »

Initiée également l'année dernière, cette réflexion a fait l'objet en 2012 de quelques modifications tant sur le fond que sur la forme. La commission a en effet décidé de limiter son champ d'étude au dispositif des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté mis en œuvre dans l'académie (le repérage, la prise en charge, l'accompagnement, le suivi et les résultats). À cet effet, une proposition d'enquête dont la réalisation devait être confiée aux étudiants de l'université a été élaborée et diffusée, avant la rentrée universitaire, aux responsables pédagogiques de licence et de master en Sciences de l'éducation. Cette information a été doublée par une invitation à un échange visant à leur préciser le sujet ainsi que les attentes de la commission.

C'est dans ce cadre que la commission a rencontré Raoul LUCAS, le 26 septembre 2012. Le sujet lui paraissant intéressant, il a recommandé au CCEE de solliciter directement le Centre de recherches ORACLE en vue d'un partenariat avec les enseignants – chercheurs et étudiants. Cette suggestion a été accueillie favorablement par la commission ; elle donnera lieu en janvier 2013 à une réunion d'échange avec la directrice de ce laboratoire pour définir les possibilités d'un travail collaboratif fructueux entre les deux institutions.

¹ Rectorat, Département, Ville de Saint-Denis

² FCPE, PEEP

³ SDPEN

■ « Les rythmes scolaires à La Réunion : l'organisation de la journée et de la semaine »

Dans la continuité de la concertation sur la refondation de l'École qui a inscrit au cœur de ses débats la question des rythmes scolaires, la commission a souhaité approfondir la question de l'organisation de la journée et de la semaine scolaires à La Réunion. Les enjeux et les implications de cette question dépassant le cadre strict de l'institution scolaire, elle a voulu consulter l'ensemble des partenaires concernés par l'éducation des jeunes (spécialiste, parents, responsables du mouvement associatif, syndicats d'enseignants, représentants du monde de l'entreprise et décideurs institutionnels).

Cette phase de consultation qui s'est déroulée sous forme d'audition courant octobre-début novembre a permis de recueillir l'avis d'un certain nombre d'acteurs⁴. Elle s'est poursuivie par un atelier de restitution qui s'est tenu pendant le Salon régional de l'éducation de novembre. Les résultats des différentes auditions y ont été présentés et débattus en présence du pédiatre Michel TURQUET, qui a apporté son éclairage scientifique sur les rythmes de vie des enfants, notamment réunionnais.

2.1.2.2 Les autres contributions

■ Rencontre avec le président de l'Université de La Réunion, le 29 février 2012

Sur une initiative de la commission, le Bureau a reçu Monsieur Mohamed ROCHDI, président de l'Université de La Réunion dans le cadre d'une réunion d'échange élargie à l'ensemble des membres du CCEE. Cette rencontre avait pour but d'apporter un éclairage sur la situation actuelle de l'établissement universitaire dans le contexte de la loi Libertés et responsabilités des universités du 10 août 2007, dite loi d'autonomie. Ses importants changements sur le plan tant de l'organisation que des compétences et responsabilités des universités ont été présentés aux membres du Conseil.

■ Le Salon régional de l'Éducation

Pour la 4^{ème} année consécutive, le CCEE a renouvelé son partenariat auprès de la Ligue de l'enseignement – Fédération de La Réunion pour l'organisation de ce grand rendez-vous annuel de l'éducation et de l'orientation. L'événement, toujours couplé avec la Fête de la science, s'est tenu sur quatre jours, du 14 au 17 novembre 2012 à la Nordev sur le thème : « L'Éducation au développement durable – l'engagement des jeunes ».

Le Conseil a ainsi, en sa qualité de partenaire de la manifestation, participé tout au long de l'année aux réunions du comité de pilotage du Salon. Il a eu également pour mission la coordination et la gestion technique de l'espace « conférences & débats », localisé depuis l'année dernière dans le hall principal de la manifestation.

La programmation 2012 a donné lieu à quinze conférences – débats proposés par les différents partenaires de la manifestation sur les thèmes du développement durable, de l'école, de la jeunesse, des réseaux sociaux, des médias ou des filières post baccalauréat. Plus importante en nombre que l'édition précédente et toujours de qualité, on peut regretter que cette programmation n'ait pas accueilli un public plus nombreux.

⁴ Associations de parents d'élèves (APEL, FCPE, FRAPE, PEEP), syndicats (CFTC Éducation, SNUDI FO, SN FOLC), représentants du monde économique (Commission « Développement économique » du CESER) et de mouvements de l'Éducation populaire (CRAJEP, CEMEA)

■ La concertation académique sur la refondation de l'École de la République

Le président de La Réunion a fait de la refondation de l'École une priorité de son action. Cet engagement s'est traduit par le lancement d'une large concertation à l'échelle nationale le 5 juillet 2012 ainsi qu'une mobilisation territoriale conduite par les autorités académiques. Pour La Réunion, cette concertation a eu lieu le 6 septembre 2012 et a associé notamment le CCEE.

Sur invitation du recteur, le président du CCEE a en effet présidé l'atelier n° 3 intitulé « un système éducatif juste et efficace », atelier auquel un membre de la commission a également participé à titre contributif. Deux autres membres ont pris part aux ateliers n°1 et n°2 ayant pour thèmes respectivement « la réussite scolaire pour tous » et « les élèves au cœur de la refondation ».

Enfin, le CCEE a assisté à la matinée de restitution organisée le 14 septembre, dans l'hémicycle du Conseil général.

Parmi les propositions énoncées, on retiendra notamment :

- que la prise en compte de la culture de l'enfant durant sa scolarité notamment en maternelle et au primaire semble être aujourd'hui acquise et que la généralisation des classes bilingues (en priorité en maternelle) est souhaitée ;
- la généralisation des classes passerelles pour lutter contre l'échec scolaire ;
- concernant les rythmes scolaires, si la journée scolaire est reconnue par tous comme étant trop longue, l'augmentation du nombre de jours de classe pour mieux répartir cette charge de travail n'a pas fait l'unanimité. La question de l'amélioration de l'organisation de la journée et de la semaine scolaires reste donc posée.

2.1.3 Commission 3 « Cohésion sociale »

« *Éducation populaire, sports, socio-éducatif, animation* »

En 2012, l'activité de la commission 3 « cohésion sociale », a été de manière comparable à l'année précédente, principalement organisée autour de celle de ses groupes de travail. Par ailleurs, un de ses objectifs principaux était de donner, au cours de l'année, un prolongement concret aux propositions et préconisations formulées dans le cadre de l'étude menée, en 2010, sur « le champ associatif de l'Éducation populaire à La Réunion ».

Concrètement, l'activité de la commission a été marquée par les réalisations suivantes, à savoir :

- contribution aux avis du CCEE formulés dans le cadre des saisines obligatoires ;
- mise en place à l'initiative de la commission, d'une séance de « vision partagée » (technique d'animation) à l'attention des représentants des différents mouvements d'Éducation populaire siégeant au CCEE ;
- organisation d'une séance de réflexion pour la proposition d'un thème dans le cadre de l'organisation du colloque inter-CCEE de Mayotte.

De plus, la commission a eu une activité « particulière » déclinée dans le cadre des groupes de travail avec :

- la poursuite des travaux du groupe « Sport » sur la « structuration et la gouvernance du sport à La Réunion » ;

- la mise en place (février 2012) du groupe de travail « Événementiel éducation populaire » et organisation du colloque du CCEE « *l'Éducation populaire : pour une démocratie citoyenne et solidaire* », les 5 et 6 octobre, à Saint-André. Il convient de signaler que les travaux de ce groupe ont représenté l'essentiel de l'activité de la commission 3 pour cette année.

Le détail de chacune des réalisations mentionnées précédemment est décliné ci-après.

Poursuite des travaux du groupe « Sport » sur la « structuration et la gouvernance du sport à La Réunion ».

Pour rappel, le groupe de travail « Sport », mis en place en 2011, œuvre sur deux dossiers :

1. la mise en place d'une cellule d'analyse et de prospective du sport ;
2. la réalisation d'une analyse concernant la structuration et la gouvernance du sport à La Réunion.

Au préalable, il convient de noter que la réflexion sur ces deux dossiers, devait être alimentée par les préconisations et les propositions issues du colloque inter-CCEE « Les pratiques sportives des originaires des Outre-mer en France : réalités et défis », organisé par le CCEE de Guadeloupe, les 2 et 3 décembre 2011 à Paris. Or à ce jour, le Conseil est toujours dans l'attente des actes relatifs à ce colloque. L'absence de transmission de ces documents a donc pénalisé la progression des travaux sur ces deux dossiers.

Aussi, les travaux relatifs à la mise en place de la cellule d'analyse et de prospective du sport, ont été mis en attente.

Concernant la réalisation d'une analyse sur la structuration et la gouvernance du sport à La Réunion, les travaux en sont au stade de la collecte des données.

En effet, à l'issue du pré-diagnostic effectué en 2011, une réunion du groupe en début d'année, a permis de préciser le cadre de travail. Au cours de celle-ci, il a été proposé de démontrer les problématiques suivantes :

- des politiques sportives affichées et ambitieuses mais pas toujours mises en œuvre en toute transparence et de manière cohérente ;
- des conventions d'objectifs sont en cours, néanmoins une réflexion globale aurait été pertinente afin d'enrichir les bonnes pratiques en matière de développement. Il est à noter que ces conventions d'objectifs n'abordent que la partie administrative et financière ;
- la nécessité de disposer d'un Schéma régional des équipements sportifs (SRES) qui soit impérativement partagé avec l'ensemble du monde sportif. Ce schéma devant apporter une attention particulière à la répartition équilibrée des équipements sportifs sur le territoire et devant favoriser la réalisation d'équipements structurants, capables d'accueillir des manifestations sportives de niveau international, comme les jeux des îles.

Aussi le groupe a-t-il proposé le lancement d'une réflexion globale pour l'accompagnement des conventions à venir et en cours, pour une évaluation. Cela se traduit par un important travail de collecte de données ciblées, portant sur les subventions attribuées aux ligues, comités, associations et clubs sportifs en 2010, 2011, 2012 en matière d'investissement, de fonctionnement, de formation. Cette démarche est effectuée auprès du Conseil général, du CNDS, du Conseil régional et s'est poursuivie tout au long de l'année.

Il faut signaler qu'afin de disposer de documents de synthèse, concernant les subventions accordées par la Région au secteur sportif, le CCEE a adressé une demande officielle auprès de la collectivité. Toutefois, en l'absence à ce jour, de réponse de la part des services de la Région, la collecte doit se baser essentiellement sur les délibérations de la commission permanente de la collectivité.

Au terme de ce travail de collecte, le groupe devrait être en mesure de procéder à une analyse relative à la cohérence en matière de politique dans le sport. Ce rendu devrait être effectif pour 2013.

Organisation d'une séance de réflexion pour la proposition d'un thème dans le cadre de l'organisation du colloque inter-CCEE de Mayotte.

Dans la perspective du colloque inter-CCEE, organisé à Mayotte du 19 au 21 novembre et intitulé « Faire de la jeunesse un atout pour nos territoires », les commissions du CCEE étaient invitées à faire des propositions de contribution.

Dans la mesure où le thème du colloque inter-CCEE, à savoir la jeunesse, constitue un champ emblématique de la commission 3 « Cohésion sociale », il paraissait important pour celle-ci de proposer un thème de réflexion.

À l'issue d'une séance de travail où diverses propositions de thèmes ont été recensées, la commission a validé le principe d'une contribution sur la thématique suivante : « quelle mutation culturelle liée à la départementalisation ? ».

Le choix de ce thème fait référence au processus de départementalisation dans lequel est engagé Mayotte. L'idée étant de mettre en évidence que s'il est clair que la départementalisation a apporté à La Réunion un progrès indéniable dans de multiples domaines, avec la mise en place de l'infrastructure départementale au niveau sanitaire, social, éducatif..., ces bouleversements n'ont pas été sans incidences sur les mentalités. D'autant plus que ces progrès se sont réalisés dans un délai très court. Les mutations culturelles profondes sous-jacentes à toute mutation économique et sociale n'ont pas été suffisamment prises en considération de même que les risques de déstructuration psychique des individus, de perte de valeurs traditionnelles, de relâchement des solidarités, d'effilochement du tissu social ...

Aussi, après plus de 60 ans de départementalisation, face au constat que cette négligence a été lourde de conséquences sur l'évolution de la société réunionnaise (incivilités, incivisme, délinquance, violence, fracture sociale...) et qu'il paraît aujourd'hui urgent de remédier à ces maux, la commission a jugé que cette expérience réunionnaise est riche en enseignement et qu'il convenait de la partager avec nos voisins d'Outre-Mer.

Mise en place, à l'initiative de la commission, d'une séance de « vision partagée » à l'attention des représentants des différents mouvements d'Éducation populaire siégeant au CCEE.

Le Conseil a engagé de nombreuses réflexions et divers travaux sur le secteur du socio-éducatif et de l'Éducation populaire, dont notamment l'étude menée en 2010 sur le « champ associatif de l'Éducation populaire à La Réunion ». Face à ce constat, les membres de la commission ont souhaité organiser en 2012, une action concrète de type événementiel, afin de partager, entre autre, les préconisations et les propositions émises dans le cadre de cette étude, avec l'ensemble des acteurs de ces secteurs.

Un préalable à cette démarche semblait toutefois d'être déjà capable de pouvoir mesurer le degré de convergence de vision, des différents acteurs présents au sein même du CCEE, sur la notion d'Éducation populaire et les valeurs qui s'y rattachent.

C'est ce qui a pu être effectué au travers d'un exercice d'animation de groupe, dit de « vision partagée », proposé et animé par un des membres de la commission, Jean Yves LANGLOIS, maîtrisant cette technique. Cet exercice organisé début février, s'est adressé exclusivement aux représentants des mouvements d'Éducation populaire siégeant au CCEE.

Étaient représentés au cours de cette séance, l'ARCV, la FEDAR, les Francas et la JPA.

Au cours de cette séance, une définition du concept de « vision partagée » a été apportée aux participants. Les trois principes prévalant dans le cadre de cet exercice ont également été exposés : celui de la rencontre humaine, la volonté de travailler ensemble et celle de partager un même projet.

Il a été indiqué aux membres que les échanges devaient s'inscrire dans le cadre de la libre expression, la confidentialité, l'écoute avec bienveillance (tolérance), la co-responsabilité et du respect du temps de parole.

Enfin, en termes de méthodologie, il a été expliqué aux participants que le principe de la démarche résidait dans la contribution des individus et du groupe à la définition des différents items qui leur seront soumis et à l'établissement de priorités communes.

Ainsi, au cours de cette séance, les participants ont été soumis à un questionnaire, sur une base individuelle (quatre idées par participants) puis collective, sur les items suivants :

- qu'est ce qu'une vision partagée ?
- la définition de l'Éducation populaire ; pourquoi y adhérer ? pourquoi j'y adhère ? ce qui nous unit ; ce qui nous divise
- quelles sont mes difficultés personnelles à travailler avec les autres acteurs de l'Éducation populaire ?
- quels sont mes atouts à travailler avec les autres acteurs de l'Éducation Populaire ?
- quels sont mes souhaits ?
- pourquoi agir ensemble ? choix d'une action s'inscrivant dans une vision partagée
- comment échouer ?
- comment réussir ?
- quelle évaluation ?
- que vous inspire : « Faire ; Faire faire ; Savoir faire ; Savoir faire faire » ?

Cet exercice a permis, entre autre, d'harmoniser le positionnement des acteurs de l'Éducation populaire présents au CCEE, concernant la perception de ce concept et la démarche à mettre en œuvre pour la promotion de ce secteur.

Aussi, à l'issue de cette séance de « vision partagée », il était décidé de valider le principe de l'organisation d'une manifestation d'envergure dédiée à l'Éducation populaire et de mettre en place un groupe de travail « Événementiel éducation populaire » au sein du CCEE pour mener à bien l'action envisagée.

Colloque sur « l'Éducation populaire, pour une démocratie citoyenne et solidaire »

Mise en place en février 2012, le groupe de travail « Événementiel éducation populaire » avait en charge l'organisation du colloque du CCEE « *l'Éducation populaire : pour une démocratie citoyenne et solidaire* », les 5 et 6 octobre, à Saint-André.

Le groupe de travail est véritablement entré dans une phase opérationnelle, à l'issue de la séance de « vision partagée » qui dans ses recommandations, avait validé le principe de la mise en place d'une manifestation consacrée à l'Éducation populaire. Plusieurs enjeux avaient été identifiés : l'impulsion d'une nouvelle dynamique de l'Éducation populaire, la nécessité de se faire connaître et reconnaître, l'affichage d'une force collective unie, la mise en place d'une meilleure lisibilité du secteur de l'Éducation populaire ainsi qu'une meilleure prise en compte de cette dernière dans les politiques publiques...

En termes d'objectifs, il s'agissait pour le groupe, que cet événementiel favorise la production de propositions en faveur de la valorisation et de la promotion de l'Éducation populaire à La Réunion. De même, un des souhaits du groupe était que ceci puisse donner lieu à terme, à la mise en place d'un service dédié à ce secteur, au sein des collectivités, telles que le Conseil régional.

Dans le cadre de la préparation de cet événementiel le groupe de travail s'est réuni à quinze reprises de février à septembre. Différents aspects de la manifestation ont été traités au cours de ces réunions tels que les objectifs, le contenu, le format, le titre, le lieu, la durée, les dates, la dimension partenariale, l'animation, l'organisation logistique, les perspectives...

Concernant le format de la manifestation, le choix du groupe s'est porté sur l'organisation par le CCEE d'un colloque, réparti sur une journée et demie, les 5 et 6 octobre 2012.

En terme de méthodologie, le groupe a souhaité privilégier une démarche de co-construction, au regard des nombreuses attentes des acteurs de l'Éducation populaire, vis-à-vis de cette manifestation. Aussi, afin d'associer concrètement le tissu associatif local à l'élaboration du contenu du colloque et à l'identification de thèmes fédérateurs, quatre rencontres territoriales ont été programmées dans les différentes micro-régions de l'île (Est, Nord, Ouest, Sud). Ces rencontres ont été animées par les membres du groupe de travail en fonction de leur disponibilité.

Ci-dessous un tableau récapitulatif relatif à ces quatre rencontres :

Rencontre territoriale	Lieu, date et heure	Nombre d'associations présentes
EST	Mairie de Saint-André 22/05/12 à 16 h 00	18
NORD	CINOR 24/05/12 à 16 h 00	23
OUEST	TCO 29/05/12 à 16 h 00	15
SUD	Stade Volnay 31/05/12 à 16 h 00	17
TOTAL		73

Ces rencontres ont présenté un intérêt multiple :

Elles ont permis :

- ➔ d'informer les associations locales sur le rôle et les missions du CCEE ;
- ➔ de communiquer sur les études menées par le Conseil sur le Socio-éducatif et l'Éducation populaire ;
- ➔ d'échanger avec les associations sur les problématiques liées à l'Éducation populaire ;
- ➔ de présenter le projet de colloque et de mobiliser les acteurs ;

- d'identifier des thèmes fédérateurs : le bénévolat ; la formation liée à l'Éducation populaire ; le concept d'Éducation populaire ; la problématique de la commande publique, du projet politique éducatif et celle du financement des associations.

Il est à noter que dans le cadre de l'organisation de ces rencontres territoriales, un important travail de collecte de données relatives aux coordonnées d'associations, a été entrepris auprès des 24 communes de l'île. Il a permis la constitution au profit du CCEE, d'une base de données significative répertoriant en moyenne une centaine d'adresses par commune. Ces coordonnées concernent pour la plupart des associations œuvrant dans le secteur de l'Éducation populaire. Le Conseil dispose dorénavant d'un outil pertinent qui offre des perspectives intéressantes, en termes de possibilités de consultation du tissu associatif local.

Concernant la dimension partenariale, le choix s'est porté sur la commune de Saint-André qui a manifesté rapidement son intérêt pour l'initiative du CCEE. Plusieurs critères ont motivé ce choix. En premier lieu, la commune devait procéder prochainement à l'inauguration d'un espace (« Espace Pierre ROSELLI ») dédié à l'Éducation populaire dans le quartier de la Cressonnière. De même cette infrastructure s'inscrit dans une zone relevant de la politique de la ville (zone urbaine sensible). Au regard de ces éléments hautement symboliques, le groupe a validé le choix d'organiser le colloque à « l'Espace Pierre ROSELLI ». Par ailleurs la commune s'est engagée à fournir un important soutien logistique (personnel, matériel...) dans la mise en place de la manifestation.

Les réunions du groupe de travail, dans la phase finale de la préparation de la manifestation (juillet à août) ont été consacrées à l'exploitation des propositions issues des rencontres territoriales, à la définition à partir de ces dernières des contenus des ateliers ainsi qu'à la définition d'une grille de programmation. Le titre définitif du colloque « l'Éducation populaire : pour une démocratie citoyenne et solidaire » a également pu être défini en tenant compte des propositions effectuées par les participants lors des rencontres territoriales.

Les dernières réunions du groupe ont également été consacrées aux rencontres avec les personnes ressources, extérieures au CCEE, identifiées pour l'animation du colloque. Le choix s'est porté sur plusieurs personnes, emblématiques du secteur de l'Éducation populaire : Mario SERVIABLE, Daniel GUERIN, Stéphane NICAISE, Emmanuel SOUFFRIN, Serge FABRESSON, Frédéric ANNETTE, Thomas GERDIL et Laurent HOARAU.

Outre le calage des différentes interventions, l'attribution des différentes fonctions de rapporteur et d'animateur aux uns et aux autres, ces réunions ont permis de présenter aux intervenants la technique d'animation dite du « débat participatif », utilisée dans ce colloque.

L'avantage de cette technique est de pouvoir donner la parole à un maximum de personnes dans la salle, dans la mesure où il n'y a pas de tribune avec des personnes expertes préalablement identifiées. Le rôle de l'animateur consiste à distribuer la parole le plus possible tout en veillant à la bonne marche du débat.

Aussi, en privilégiant cette technique d'animation, le groupe de travail a voulu anticiper le besoin important des associations, de disposer d'un espace de dialogue qui s'est nettement profilé au cours de la préparation de ce colloque et qui a pu être perçu lors des rencontres territoriales.

En termes de perspectives à l'issue de ce colloque, le groupe de travail a acté les pistes suivantes :

- 1) la mise en débat au niveau inter-CCEE de cette problématique de l'Éducation populaire ;
- 2) l'organisation à moyen terme, d'un « grenelle » de l'Éducation populaire au niveau national.

La finalité de l'événementiel restant pour le groupe, la production d'une synthèse relatant les temps forts et l'ensemble des propositions émises à cette occasion, publiable par le CCEE en 2013.

Conformément au planning établi par le groupe de travail, le colloque du CCEE, « l'Éducation populaire : pour une démocratie citoyenne et solidaire » s'est tenu les vendredi 5 et samedi 6 octobre, sur la commune de Saint-André, à l'Espace Pierre ROSELLI, dans le quartier de la Cressonnière.

Co-organisée avec la mairie de Saint-André, cette manifestation a pu bénéficier d'un important soutien logistique de la part de nombreux services communaux (cabinet, service associations, logistique...).

Les principaux temps forts du colloque étaient répartis sur la journée du vendredi et celle du samedi (*cf. grille de programmation en annexe*) et ont rassemblé 250 personnes.

Le vendredi 5 octobre a été consacré à la séance d'ouverture, à une plénière sur l'Éducation populaire animée par Mario SERVIABLE ainsi qu'au déroulement des quatre ateliers.

L'ouverture officielle a été réalisée par le président du CCEE, Roger RAMCHETTY, la présidente du groupe de travail, Gisèle SURJUS et le maire de Saint-André, Eric FRUTEAU. Cette phase protocolaire s'est effectuée en présence du représentant de l'État, Monsieur Ronan BOILLOT sous-préfet chargé de la Cohésion sociale et de la jeunesse, du représentant du Conseil régional, Monsieur Serge CAMATCHY et du représentant du Conseil général, Monsieur Bruno MAMINDY PAJANY.

L'animation de ce colloque a nécessité la mobilisation de six animateurs et de sept rapporteurs.

La participation aux ateliers a été globalement satisfaisante. On a noté les fréquentations suivantes :

- Atelier 1 : « L'Éducation populaire : un engagement ! » 51 participants ;
- Atelier 2 : « Quelles innovations pour des formations pertinentes et de qualité » 49 participants ;
- Atelier 3 : « Financement des associations : du précaire au pérenne » 45 participants ;
- Atelier 4 : « Service dédié et initiatives associatives » 20 participants.

Le samedi 6 octobre s'est articulé autour de deux plénières. L'une intitulée « l'Éducation populaire : pour un nouveau projet de société ! » et la seconde consacrée à la restitution des quatre ateliers, avec notamment l'identification des différentes propositions formulées sur chacun des thèmes.

Cette matinée s'est achevée par la traditionnelle cérémonie de clôture, durant laquelle le président du CCEE et le maire de Saint-André, se sont exprimés.

De l'avis des participants, les échanges au sein des ateliers et des plénières ont été riches et constructifs. Ils ont en effet permis entre autres, de dresser un état des lieux de ce secteur et d'identifier des pistes de réflexion. De même, la nécessité d'intégrer l'Éducation populaire dans tout projet de société, a été partagée par les participants à ce colloque, à travers une déclaration, « la déclaration de Saint-André » (*cf annexe*).

Une synthèse des travaux sera établie et transmise à l'ensemble des participants.

Il est à souligner que les membres de la commission 1 et de la commission 2 se sont associés au projet porté par la commission 3 et au groupe de travail en charge de l'organisation du colloque sur l'Éducation populaire, manifestation phare du CCEE pour l'année 2012. Ils ont pris part aux différentes réunions préparatoires mises en place tout au long de l'année ainsi qu'aux débats et ateliers qui se sont tenus les 5 et 6 octobre 2012, à Saint-André.

2.1.4 Commission 4 « Développement territorial »

« Aménagement, déplacements, routes, transports, énergie, tourisme »

L'action de la commission 4 « Développement territorial » a été marquée en 2012 par les réalisations suivantes :

- contribution aux avis du CCEE émis dans le cadre des saisines officielles ;
- activités des groupes de travail ;
- organisation d'une audition en vue d'informer les conseillers sur le projet de la « Nouvelle route du littoral ».

Activités des groupes de travail :

En 2012, le groupe de travail « *Analyse de la stratégie touristique du Conseil régional* » a poursuivi la série d'auditions initiées en 2011 avec l'Île de La Réunion tourisme) (IRT) et la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE).

Pour rappel, l'objectif du groupe est de réaliser un rapport sur la situation du tourisme à La Réunion, basé sur la vision et la perception des principaux acteurs de ce secteur.

L'idée étant également de permettre, à terme, outre la mise à niveau de l'information des conseillers, un positionnement du CCEE par rapport à la stratégie touristique du Conseil régional en matière de tourisme.

La méthodologie adoptée par le groupe de travail, à savoir l'audition des différents acteurs du secteur touristique, doit permettre d'identifier le rôle et les missions des différentes structures et d'observer l'existence d'une éventuelle cohérence, entre le discours, les moyens mis en place et l'évolution de la situation du secteur.

Au cours de cette année, le groupe de travail a donc procédé dans les locaux du CCEE, du 14 mars au 10 décembre, à treize entretiens d'une durée moyenne d'1 h 30, avec les acteurs suivants :

Au titre des institutions :

- la Région Réunion – Direction générale des services (Mme Colette FRUTEAU) ;
- le Département de la Réunion – Direction de l'Environnement (Mme Florence GALI et MM. Frédéric GUHUR, Nicolas PAYET, Christian BEILLEVAIRE) ;
- le Parc national de La Réunion (M. Pascal TEYSSEBRE) ;
- la Fédération régionale du tourisme de La Réunion (FRT, M. Azeddine BOUALI).

Au titre des intercommunalités :

- la Communauté intercommunale du nord de La Réunion (CINOR, MM. Jean-Paul LEFEVRE, Willy ETHEVE et Risham BADROUDINE) ;
- l'Office du tourisme intercommunale de l'est (OTI de l'Est, M. Eric MARIANNE) ;
- la Communauté intercommunale des villes solidaires (CIVIS, M. Laurent LORION).

Au titre des professionnels du secteur :

- le représentant des compagnies aériennes à l'IRT (M. Michel TEYCHENE, Directeur régional d'Air France) ;
- l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH, M. Philippe DOKI THONON) ;
- le Syndicat national des agents de voyage (SNAV, Mme Catherine FRECAUT) ;
- l'Union des hôteliers de La Réunion (UHR, M. Yann Le FEBVRE) ;
- le Club du tourisme (Mme Katherine CHATEL) ;
- le Syndicat professionnel des activités de loisirs (SYPRAL, M. Gérard BREYSSE).

Chacun de ces entretiens a fait l'objet d'une fiche de synthèse qui sera annexée au rapport final. Le travail d'exploitation de l'ensemble ces auditions a été achevé à la mi-décembre. Le rapport est dans sa phase finale d'élaboration. Sa parution en version imprimée est prévue pour le premier semestre 2013.

Le groupe de travail « *les loisirs de nature dans le secteur du tourisme* », mis en place en 2011 dans la perspective de lancer une étude s'inscrivant dans la continuité de celle commandée par le CCEE en 2003, « Loisirs et tourisme sportif de nature à La Réunion » (CURAPS), a poursuivi ses travaux en 2012.

À titre de rappel, le souhait du groupe est de disposer localement, de données chiffrées actualisées sur le secteur des loisirs de nature, qui contribueraient à convaincre les décideurs locaux et nationaux, de l'importance à soutenir et développer cette filière.

Conformément au souhait du groupe, cette étude dans sa mouture initiale, ne cherchait pas à évaluer le volet économique lié à cette filière. En effet les orientations budgétaires 2012 de la collectivité régionale avaient fait apparaître qu'une étude sur cet aspect du poids économique du secteur des loisirs, serait conduite par l'IRT. Aussi, le groupe de travail ne souhaitant pas que sa démarche soit redondante, a décidé d'articuler son étude autour des deux axes suivants :

- une réactualisation des données statistiques concernant les sports de nature sur le plan des acteurs associatifs et sur celui des filières professionnelles ;
- le recensement et l'identification des pratiques selon les territoires (Quelles pratiques sur quels territoires ?). Sur cet axe, une attention particulière sera portée sur les activités de sport de nature exercées dans un espace protégé (Réserve marine, Parc national de La Réunion...).

Le groupe a donc établi un cahier des charges pour l'étude envisagée, à l'issue du premier trimestre. La consultation pour cette étude intitulée « loisirs et tourisme sportif de nature à La Réunion », s'est opérée par le biais d'un Marché à procédure adaptée (MAPA), lancé fin avril (25/04/12). À l'issue de la procédure de soumission des candidats, trois offres ont été répertoriées pour la réalisation de cette étude. Elles émanaient des entreprises suivantes :

- SARL VIVAN'EAU ENVIRONNEMENT ;
- KANOPEE SAS / HORWATH HTL ;
- Le groupement HYBRIDE OI SARL-IDEM'S-SYNTHESES.

L'analyse des trois offres soumissionnées a identifié deux offres nettement supérieures au montant fixé par le CCEE pour ce marché et une offre émanant d'un cabinet sans référence technique et financière (moins de quatre mois d'existence). En conséquence, la procédure a du être déclarée « infructueuse ».

Bien que synonyme de contretemps, la nécessité de relancer une nouvelle procédure a toutefois donné l'opportunité au groupe de travail, d'intégrer dans le nouveau cahier des charges, un volet économique lié au secteur des loisirs de nature et qui avait été écarté lors de la première consultation. Ce choix a été réalisé dans la mesure où, au final, l'étude réalisée par l'IRT ne prenait pas suffisamment en compte la dimension économique liée à cette filière.

Le groupe a donc œuvré à la mise en œuvre d'un nouveau cahier des charges, afin que l'étude puisse permettre d'établir également le poids économique direct des filières de sports de nature. Afin de pouvoir lancer cette seconde consultation dès début 2013, le groupe est parvenu à réaliser ce nouveau cahier des charges avant la fin de l'année.

Organisation d'une audition en vue d'informer les conseillers sur le projet de la « Nouvelle route du littoral ».

Dans le cadre de ses réflexions portant sur la route du littoral, la commission a souhaité rencontrer Dominique FOURNEL, le vice-président délégué en charge de ce projet.

Cette rencontre avait un double objectif la présentation de cette infrastructure dans ses aspects techniques et financiers. Cette audition s'est déroulée autour de deux temps forts :

- deux présentations techniques par Monsieur Nicolas MORBE, ingénieur en charge de ce projet ;
- un moment d'échanges entre les « porteurs » du projet et les membres du Conseil.

Cette séance de travail élargie à tous les membres a permis d'avoir une présentation générale du projet, notamment sur la partie technique.

2.1.5 Commission 5 « Cadre de vie »

« Environnement, biodiversité, patrimoine naturel, recherche »

Outre le pilotage des travaux du CCEE sur la Charte du Parc national de La Réunion (voir supra), la **commission 5 « Cadre de vie »** a travaillé sur les dossiers suivants :

- 1/ la lutte contre les incendies du Maïdo ;
- 2/ la structuration du réseau de l'Éducation à l'environnement pour un développement durable.

1/ La lutte contre les incendies du Maïdo

Suite à l'incendie de 2011 qui a ravagé 3800 hectares du massif du Maïdo, le CCEE s'est saisi d'une réflexion portant sur la prévention des feux de forêt.

Dans un courrier adressé à la Préfecture, à l'ONF, aux collectivités territoriales et au Parc national de La Réunion, le Conseil constatait que cette catastrophe révèle que :

- les leçons des incendies précédents n'ont pas été collectivement tirées ;
- les moyens de prévention développés depuis un an sont insuffisants ;
- la gestion opérationnelle n'est pas encore à la hauteur de l'ampleur d'un tel événement ;
- les décisions prises par l'État et le positionnement des élus n'ont pas toujours été adaptés.

Dans la continuité de cette démarche, la commission a souhaité auditionner des acteurs œuvrant dans la lutte contre les incendies :

⇒ **Audition le 20 juin 2012 de Bruno DESVALOGNE de la Direction de la l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF).**

L'intervention s'est articulée autour de trois axes :

- le rôle et les missions des différents acteurs en matière de prévention dont la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de La Réunion ;
- le programme d'intervention décidé par l'État et ses services depuis les derniers incendies de 2011 ;
- les actions engagées ainsi que les derniers documents stratégiques en vigueur.

⇒ **Audition le 29 août 2012 de Benoît LEQUETTE (Responsable du service études et patrimoine au Parc national de La Réunion).**

Les thèmes abordés ont été les suivants :

- le rôle et les missions des différents acteurs en matière de prévention dont le PNRun ;
- les actions menées au niveau des différents massifs ;
- les actions engagées depuis les derniers incendies de 2011 ;
- les derniers documents stratégiques en vigueur.

Pour le prochain semestre de l'année 2013, la commission envisage de programmer une rencontre avec le Haut commissaire à l'aménagement des Hauts et avec un représentant du Service départemental d'incendie et de secours.

2/ La structuration du réseau de l'Éducation à l'environnement pour un développement durable – Île de La Réunion.

La Réunion compte de nombreux acteurs dans le domaine de l'environnement mais ne dispose pas à l'instar d'autres régions d'un réseau régional structuré d'acteurs (associations, établissements publics, entreprises, particuliers) d'éducation à l'environnement vers le développement durable (EEDD).

Cette absence rend plus difficile l'action coordonnée et mutualisée des acteurs de l'EEDD à l'échelle de notre territoire, surtout lorsqu'il s'agit de proposer ou participer à des événements régionaux et/ou nationaux. Au regard de ces éléments, le CCEE soutenu par des associations et des organismes environnementaux a dès octobre 2010 organisé un colloque « Rencontres du réseau EEDD -Île de La Réunion ».

Fort de cette initiative, un comité de pilotage provisoire a été mis en place en 2011 afin d'étudier les modalités de mise en œuvre opérationnelle de ce réseau. Ce comité est composé du Conservatoire botanique et du Centre permanent d'initiatives pour l'environnement de Mascarin (CBN-CPIE), du Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CRAJEP), de la Chambre régionale de l'économie sociale (CRES), de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement, du Parc national de La Réunion ainsi que du CCEE.

Pour l'accompagner dans cette réflexion, le comité a sollicité dès le premier trimestre 2012 l'aide d'un consultant dans le cadre du Dispositif local d'accompagnement afin d'établir un diagnostic et de proposer différentes modalités de structuration possibles et adaptées au contexte réunionnais.

Cette mission s'est inscrite dans une démarche participative associant les acteurs de l'éducation à l'environnement. Elle a ainsi donné lieu à l'envoi d'un questionnaire et à trois réunions successives :

- la rencontre du 8 juin avec les partenaires a permis de lancer le processus ;
- les ateliers de concertation des 25 et 26 juin décentralisés dans le Nord et le Sud ont eu pour but de présenter les synthèses des questionnaires visant à mieux connaître les acteurs de l'EEDD et d'appréhender leur diversité, leurs besoins et leurs ressources pour faire vivre ce réseau.

Ces rencontres ont été suivies d'un forum EEDD du 2 juillet. Prenant appui sur les propositions des deux territoires, l'intervention du prestataire a permis de finaliser et d'adopter une feuille de route pour la mise en place du réseau selon les scénarii souhaités par les acteurs. Ces derniers ont alors opté pour une structuration sous la forme d'« association ».

À ce stade, une feuille de route est définie avec sept chantiers identifiés :

- élaboration des statuts ;
- élaboration d'une charte d'adhésion et d'un règlement intérieur ;
- organisation d'une première recherche des moyens pour fonctionner ;
- actualisation du repérage des associations EEDD de La Réunion afin de les informer du projet et de les mobiliser pour une assemblée constitutive ;
- tuilage entre le comité de pilotage provisoire et la nouvelle équipe composée de sept associations (Biodanza, Aplamedom, Sciences réunion, Béb'écolos, Unit & Métis, l'Observatoire réunionnais de l'air¹ et le Groupement pour la conservation de l'environnement et l'insertion professionnelle ²) ;
- mise en place d'un programme d'actions pour 2013 ;
- mise en œuvre d'un plan de formation dans les domaines de la communication, l'animation de groupes et de réunion, les nouvelles méthodes de gouvernance.

Après quelques mois de travail, un point sur les chantiers 1, 2 et 3 permet de montrer qu'ils sont en situation de bonne marche. En revanche, le chantier 5 éprouve certaines difficultés à se mettre en place. En termes de pilotage, il a été préconisé que la CRES reste l'interlocuteur privilégié des acteurs et qu'il joue un rôle de coordination jusqu'à ce que la nouvelle équipe composée des sept associations prenne le relais. L'enjeu est de remobiliser les acteurs. Pour cela, la constitution d'une adresse électronique auprès de tous les acteurs repérés devrait faciliter les échanges entre les chantiers.

Dans cette continuité, un plan des actions à mener pour le premier trimestre 2013 a été validé par le comité de pilotage provisoire.

2.1.6 Groupe ad hoc « Affaires financières et européennes »

L'activité du groupe affaires financières et européennes a débuté à la mi-mai à la suite d'une réorganisation des missions affectées aux quatre chargés de mission.

Le groupe ad hoc s'est appliqué à travailler sur des documents budgétaires émanant de la collectivité régionale et plusieurs avis ont été rendus sur :

- le bilan d'activité de la Région pour l'exercice 2011 ;
- le compte administratif du Conseil régional pour l'exercice 2011 ;
- les orientations budgétaires pour l'exercice 2013 ;
- et le projet de budget primitif de la Région pour l'exercice 2013.

¹Ora

²Gceip

Il a aussi rencontré à plusieurs reprises M. Balthazar, le directeur financier de la collectivité et les échanges ont porté sur:

- le compte administratif ;
- une explication des grands principes budgétaires et de leurs enjeux ;
- une présentation des orientations budgétaires.

Enfin, le groupe a participé à une rencontre qui s'est déroulée à l'Hôtel de Région avec les membres spécialisés « Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale » du Comité économique et social européen. Le thème de cette réunion portait sur « *les régions ultra-périphériques de l'Union européenne : vers un partenariat pour une croissance intelligente, durable et inclusive* ». Cette journée s'est ouverte par des diverses allocutions, dont une par Dominique PICARDO, sur la Formation et l'éducation. L'objectif était de dresser un panel des différents travaux et études menées par le Conseil en la matière.

2.1.7 Groupe ad hoc « Audiovisuel et communication »

Le groupe s'est attaché à travailler sur les aspects suivants :

- un trombinoscope des membres du CCEE est en cours d'élaboration ;
- la captation des séances du CCEE a été proposée. Principalement utilisée dans le cadre d'auditions de partenaires extérieurs, elle pourra devenir systématique pour toutes les réunions du CCEE (commissions, groupes de travail, réunions du Bureau et en plénière) sous condition de modification du règlement intérieur du CCEE ;
- l'usage du Wi-Fi en salles de réunion du CCEE est souhaité. Dans cette perspective, des échanges avec le Conseil régional ont donné lieu à une demande de modification de l'abonnement ;
- la charte graphique : le groupe a identifié des éléments d'identité visuelle dans le cadre des différentes impressions réalisées en 2012 : rapports, études, recueils ;
- la refonte du site web du CCEE est un chantier identifié, pour lequel des premières pistes sont remontées et seront affinées en 2013 par la réalisation d'un cahier des charges.

2.1.8 Comité de pilotage pour l'écriture du créole réunionnais

Une première phase d'auditions a permis de relever les positionnements d'enseignants et d'artistes sur la problématique, à la lumière de leurs expériences professionnelles et personnelles :

- **le 15 mars 2012** : Axel GAUVIN ;
- **le 4 avril 2012** : Armand GUNET ;
- **le 7 mai 2012** : Céline POUSTIS ; Fabrice GEORGER et Gilette STAUDACHER-VALLIAMÉ ;
- **le 15 mai 2012** : Nicolas SÉRY, Carpanin MARIMOUTOU, Davy SICARD, Luciano MABROUCK et Francky LAURET ;
- **le 6 juin 2012** : Dédé PAYET ;
- **le 27 juin 2012** : Céline BOYER, Jean-Claude LEGROS (début) et François SAINT-OMER ;

- **le 11 juillet 2012** : Patrice TREUTHARDT, Teddy IAFARE-GANGAMA, Mylène EYQUEM, Jessie RIVIERE-ANDY ;
- **le 12 juillet 2012** : Katty LAURET-LUCILLY, Thierry BOYER ;
- **le 22 août 2012** : Gilbert AUBRY, Vigile HOAREAU ;
- **le 5 septembre 2012** : Gilbert POUNIA ;
- **le 25 septembre 2012** : Danyèl WARO ;
- **le 3 octobre 2012** : Marie-Josée HUBERT-DELISLE, Joël MANGLOU ;
- **le 9 octobre 2012** : Jocelin LAKIA, Georges-Marie LEPINAY .

Un bilan a permis de mettre en évidence les points suivants :

⇒ Points de convergence perçus :

- le besoin d'une graphie consensuelle pour tous (2) ;
- les quatre modèles graphiques référencés ne sont pas utilisés dans leur intégralité (jamais complètement « francisé » ou « 77 » ou « 83 » ou « Tangol ») ;
- certains choix graphiques revêtent une dimension identitaire ;
- une évolution de la prononciation : « j », le « sh » et le « u » deviennent plus courants que le « z », le « ss » et le « i » ;
- des signes retenus accessibles à partir d'un clavier d'ordinateur ou de téléphone mobile ;
- la prise en compte de variantes ;
- des sons simples, pour une graphie transparente (2) ;
- beaucoup de subjectif, peu de connaissances des règles (grammaire...) ;
- une « âme créole » ;
- pas d'écriture nouvelle et ne pas figer.

⇒ Points de divergence perçus :

- des objectifs différents qui viennent influencer les choix graphiques pratiqués (lecture quasi immédiate, apprentissage à long terme à l'école...) ;
- accents, ponctuations, (-yin/-ien, soigne / sonye, etc.) ;
- i/u, z/s, x/ks/gz... ;
- lettres muettes ou pas ;
- règle « tout se prononce » ou pas ;
- groupes sectaires ;
- l'apprentissage de deux codes graphiques à un jeune âge pose ou ne pose pas de problème ;
- une sédimentation est nécessaire ou pas (idée du « laisser faire » avant de proposer des règles pour une écriture).

Le groupe a été contacté par des personnes souhaitant être auditionnées. C'est donc que ses travaux ont été médiatisés et suscitent un vif intérêt.

Une ouverture vers de nouvelles propositions graphiques ayant été constatée pour la majorité des auditionnés, le président du CCEE se dit confiant quant à l'adoption d'un consensus à ce sujet, qui sera proposé en 2013, après une série de débats publics et des échanges avec des experts.

III. LES MISSIONS

En 2012, les missions du CCEE ont été les suivantes :

3.1 Les XXIèmes Rencontres interrégionales des langues et cultures du 10 au 13 janvier 2012 en Martinique

Annie DAREN COURT, Henry-Claude MOUTOU, Roger RAMCHETTY et Bénédicte ELLY ont participé aux XXIèmes RILC du 11 au 13 janvier 2012 à Fort de France en Martinique. Ces Rencontres avaient pour thème « Média et langues régionales ». Elles ont été l'occasion de présenter la situation linguistique de La Réunion durant l'année écoulée et de dresser un panel de supports et de dispositifs légaux existants dans les régions françaises dédié au développement des langues régionales.

Il a été remarqué :

- l'implication des médias martiniquais (chaînes publiques et privées) dans la diffusion de la langue régionale ;
- le développement de la production audiovisuelle ;
- la création d'ouvrages édités en créole ;
- l'aide à la formation aux métiers audiovisuels.

3.2 Conférence permanente annuelle des présidents des CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte du 6 au 10 février 2012 à Paris (1^{ère} phase)

Chaque début d'année avant le lancement de l'activité de l'exercice en cours, les CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte ont pris l'habitude de se rencontrer à Paris dans le cadre d'une conférence permanente annuelle des présidents.

L'organisation de l'édition 2012 se veut innovante dans la mesure où la conférence permanente se déroule en plusieurs phases en lieu et place d'une unique session de travail à Paris à laquelle ont participé Roger RAMCHETTY et Mickaël MAILLOT.

La première phase qui eu lieu du 6 au 10 février à Paris, avait pour objectif principal la rencontre avec la présidence du Sénat. Elle s'est articulée de la manière suivante :

- réunion de préparation de la rencontre avec l'ensemble des présidents du CCEE les 6 et 7 février ;
- rencontre d'acteurs institutionnels et politiques sur les champs de compétences du CCEE les 8 et 9 février ;
- rencontre avec la présidence du Sénat le 9 février ;
- réunion bilan avec l'ensemble des CCEE le 10 février.

La rencontre avec le Sénat a permis aux présidents des CCEE de présenter d'une part leurs institutions, leurs activités et réflexions dans leurs domaines de compétences que sont la culture, l'éducation et l'environnement. D'autre part, ils ont pu évoquer la question de l'avenir des conseils consultatifs en Outre-mer dans le cadre de la réforme territoriale prévue en 2014. Enfin, ils seront en mesure d'interroger le Sénat et de recueillir des informations prospectives sur les politiques publiques développées en France en matière de culture, d'éducation et d'environnement.

Cette première phase de la conférence permanente des CCEE a été également l'occasion pour les présidents :

- de faire le bilan de l'activité de leurs conseils sur l'année 2011 ;
- de procéder à l'examen des activités envisagées en 2012 notamment des sujets pouvant être traités de manière communes.

Il est à souligner que celle-ci a été suivie d'une seconde phase durant laquelle, les CCEE des régions d'Outre-mer et de Mayotte se sont rendus à Bruxelles à la Représentation permanente de la France et à la DG Région de la Commission européenne pour recueillir des informations sur les politiques européennes intéressant les conseils consultatifs.

3.3 Conférence permanente des présidents des CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte du 5 au 10 mars 2012 à Bruxelles (2^{ème} phase)

Cette seconde phase de la conférence permanente annuelle des présidents des CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte a été l'occasion pour les conseils de rencontrer :

- la Représentation permanente de la France à Bruxelles, et de traiter les points suivants :
 - les enjeux européens pour les RUP,
 - l'avenir de la politique européenne de cohésion et ses enjeux spécifiques pour les RUP,
 - l'avenir de la politique européenne des transports et ses enjeux spécifiques pour les RUP,
 - les enjeux européens pour les RUP : point de vue des RUP espagnoles et portugaises ;
- la DG REGIO, et d'avoir une présentation de la stratégie européenne pour les RUP tout en abordant les politiques et programmes européens relatifs aux patrimoines matériels et immatériels, aux langues régionales, à l'implication du sport dans la vie des citoyens de tous les âges, à l'environnement et à la biodiversité avec le programme BEST ;
- le CESE de traiter les questions portant sur le fonctionnement d'un conseil consultatif au sein des instances européennes.

Par ailleurs, une rencontre a été organisée avec M. Younnous OMARJEE, député européen de La Réunion et les Conseils ont ainsi pu échanger avec lui sur les enjeux majeurs des prochaines politiques européennes concernant les régions en particulier celle de l'Outre-mer.

Le CCEE de La Réunion a été représenté par les conseillers Roger RAMCHETTY, Gisèle TARNUS, Jean-Yves LANGLOIS, Philippe FONTAINE et les administratifs Mickaël MAILLOT et Linda GRONDIN.

3.4 Conférence permanente annuelle des présidents des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte du 15 au 19 octobre 2012 à Paris (3^{ème} phase)

Une troisième phase conclut cette édition 2012 de la Conférence permanente des CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte. Elle s'est déroulée du 15 au 19 octobre à Paris et la délégation du CCEE de La Réunion se composait de Roger RAMCHETTY, de Dominique PICARDO et de Mickaël MAILLOT.

Au cours de cette mission, les délégations des CCEE ont rencontré la présidence de l'Assemblée nationale ainsi que les ministères de la culture, de l'environnement et de l'éducation afin de présenter d'une part leurs institutions, leurs activités et réflexions dans leurs domaines de compétences que sont la culture, l'éducation et l'environnement. D'autre part, ils ont évoqué la question de l'avenir des conseils consultatifs en Outre-mer dans le cadre des projets de réformes territoriales à venir. Enfin, ils ont été en mesure d'interroger l'Assemblée nationale et de recueillir des informations prospectives sur les politiques publiques développées en France en matière de culture, d'éducation et d'environnement.

De plus, les CCEE ont organisés avec la Région Bretagne et son conseil culturel, des réunions de travail à la Maison de La Bretagne à Paris. Ces séances ont permis aux CCEE et au conseil culturel de Bretagne d'échanger sur leurs pratiques et de voir comment traiter ensemble de dossiers relatifs aux problématiques culturelles régionales.

Lors de cette ultime phase de l'édition 2012 de la Conférence permanente annuelle des présidents des CCEE des régions d'Outre-mer et du département de Mayotte, les CCEE ont achevés un cycle de rencontres et de présentations et de recueil d'informations récentes tant dans les champs de compétences des conseils que sur tous sujets pouvant intéresser les régions d'Outre-mer et le département de Mayotte pour l'année avenir.

3.5 Xèmes Rencontres inter-associatives de la FRAAP du 31 mai au 2 juin 2012 à Flers

Antoine DU VIGNAUX a représenté le CCEE aux Xèmes Rencontres nationales des associations et collectifs d'artistes plasticiens de la FRAAP qui se sont déroulées à FLERS dans l'Orne en Normandie les 31 mai, 1^{er} et 2 juin 2012. Le CCEE participe à ces Rencontres pour la quatrième fois.

Fondée en 2001, la Fédération des réseaux et associations d'artistes plasticiens constitue la première organisation professionnelle représentant le secteur associatif indépendant des arts plastiques et visuels. Les Rencontres sont co-portées par l'ensemble des collectivités territoriales, des partenaires et des acteurs culturels locaux. Lerka, association réunionnaise, est le seul membre de la FRAAP hors Hexagone.

Depuis 2003, les Rencontres de la FRAAP sont des plateformes d'échanges de l'ensemble des acteurs du secteur des arts plastiques. Ouvertes à tous (artistes plasticiens, étudiants, acteurs locaux, élus et techniciens des collectivités...), ces Rencontres constituent un temps important de partage, de débats, de réflexion, de mutualisation des informations, de mise en réseau pour toutes personnes intéressées.

La FRAAP participe également aux travaux et actions de nombreux réseaux d'artistes de dimension nationale et internationale. La FRAAP et certaines de ses associations membres siègent aussi dans des organismes comme La maison des artistes, et travaillent en partenariat avec le CNAR Culture, Opale / Culture et proximité ou le Centre national des arts plastiques.

Table 1 : La FRAAP 10 ans après : Un bilan « 10 ans après » a permis de mesurer les évolutions du secteur associatif des arts plastiques. Celui-ci, bien que subissant comme l'ensemble du monde de l'art et de la culture les « effets » des réductions budgétaires et du poids de « l'industrie créative », se renforce chaque année un peu plus. Des avancées sont identifiables dans l'ouverture de nouveaux lieux, le renforcement des équipements et l'intégration de la création artistique contemporaine dans les politiques des collectivités.

Table 2 : Table d'expérience : Associations d'artistes, quel bilan 10 ans plus tard ? Dans la suite du premier débat, celui-ci s'appuyait sur le témoignage de responsables d'association membres⁵, et a permis d'établir des constats « comparatifs » sur les obstacles rencontrés par ces structures.

Table 3 : FRAAP/RCAAQ, France/Québec : La formation des artistes plasticiens et de leurs associations : Depuis sa création, la FRAAP a noué de très nombreux liens avec des Fédérations similaires dans le monde, en particulier avec le RCAAQ au Québec. Il est vrai que l'organisation du secteur des arts plastiques dans ce pays est – au regard de notre situation française – exemplaire.

Cette situation est probablement le résultat d'une synthèse des conceptions anglosaxonne et française de l'action politique en matière de culture. D'un côté, il existe une volonté politique forte, de l'autre une structuration de la mise en œuvre de cette politique, qui donne un très large pouvoir de décision aux acteurs culturels, dont les artistes.

La législation concernant le « métier » d'artiste au Québec est remarquable. Elle tient compte de recommandations proposées par la Conférence générale de l'UNESCO de 1980.

La présentation des actions du RCAAQ et du « Dictionnaire des compétences des artistes en arts visuels » a permis à l'ensemble des personnes présentes de débattre de manière comparative sur la situation de l'art et des artistes en France. Par ailleurs, par la connaissance qu'ils ont de la situation en France, la FRAAP les ayant souvent invités, les deux invités québécois ont apporté de nombreux éclairages, conseils et ressources à l'assemblée.

Ateliers : présentation générale de la formation professionnelle continue.

La loi de finances rectificative votée en décembre 2011 a ouvert l'accès au droit à la formation professionnelle continue pour les artistes-auteurs :

- Atelier 1 : Demandes et besoins des associations d'artistes sur les formations internes ;
- Atelier 2 : Demandes et besoins des artistes plasticiens sur la formation professionnelle continue ;
- Atelier 3 : Les associations ressources, volontaires pour accueillir ou organiser des formations internes.

Samedi 2 juin 2012 : 10 h 00 à 12 h 30 / Assemblée générale de la FRAAP.

3.6 Forum « Éduquer pour demain » du 29 juin au 2 juillet 2012 à Toulouse

Le CCEE représenté par Sophia CASTAINGT a pris part pour la première fois à ce grand rassemblement citoyen organisé par la Fédération nationale des Francas, au parc des expositions de Toulouse.

Articulé autour de trois grandes conférences, d'une trentaine d'ateliers thématiques relatifs aux valeurs qui animent les Francas, aux activités qu'ils cherchent à promouvoir, aux publics concernés par les activités de loisirs éducatifs locaux, aux acteurs éducatifs locaux et de 250 agoras – projets, ce forum a constitué un véritable temps fort permettant la rencontre et les échanges entre personnes engagées à différents titres dans l'action éducative locale : jeunes, militants, professionnels de l'animation, enseignants, élus locaux et parents.

⁵ L'association « Jeune création » qui existe depuis 1949, Paris. le Caap (Comité des artistes-auteurs plasticiens, qui existe depuis 1996 et basé à Paris).

Il a été l'occasion, au lendemain d'échéances électorales majeures pour la France, de réaffirmer l'acceptation large de l'Éducation, qu'elle doit être mise en débat et que les acteurs de la société civile, de par leur implication et leur expertise doivent être associés à l'élaboration, la mise en œuvre puis la mise en place de la politique publique.

La convivialité, dimension chère à l'Éducation populaire, a été au cœur de l'organisation de ce forum et s'est traduite par le partage de moments festifs et culturels.

Cette participation est à renouveler avec une délégation plus large. Le prochain forum des Francas se tiendra dans trois ans.

3.7 2^{ème} Forum des régions ultrapériphériques les 2 et 3 juillet 2012 à Bruxelles

Le CCEE a organisé en mars dernier la conférence permanente annuelle des présidents des CCEE à Bruxelles et il a avec l'ensemble des autres conseils (Martinique, Guadeloupe, Mayotte et Guyane) rencontré les institutions européennes telles que la représentation française auprès de l'Union européenne, la délégation représentante des Canaries à Bruxelles, la Commission européenne, le Conseil économique et social européen afin de recueillir des informations.

De plus, dans le cadre de ces rencontres, il a été convenu avec l'ensemble des conseils de participer au 2^{ème} Forum des régions ultrapériphériques que la Commission européenne organise en collaboration avec les régions les 2 et 3 juillet. Le CCEE de La Réunion était représenté par Jean-Yves LANGLOIS et Mickaël MAILLOT.

La participation du CCEE à cet événement majeur lui permet de toujours avoir accès à une information actualisée sur les programmes européens et leurs financements notamment dans les domaines de la culture, de l'éducation et de l'environnement. C'est ainsi qu'il a pu prendre connaissance de la stratégie « Europe 2020 ». De plus, la présence des CCEE à ce type de manifestation concourt, par ailleurs, à améliorer la reconnaissance des conseils en leur donnant une meilleure visibilité au niveau local, national et européen.

En mars 2010, la Commission européenne a présenté sa nouvelle stratégie sur dix ans, destinée à relancer l'économie européenne. Intitulée Europe 2020, celle-ci réforme et prolonge la précédente stratégie de Lisbonne par une gouvernance plus étroite au sein de l'Union. Elle vise à développer une croissance « intelligente, durable et inclusive » s'appuyant sur une plus grande coordination entre les politiques nationales et européennes.

Fruit d'une large consultation publique lancée du 24 novembre 2009 au 15 janvier 2010 par le secrétariat général de la Commission européenne, la stratégie Europe 2020 est le reflet des besoins et demandes des citoyens européens et gouvernements.

3.8 Les 8^{èmes} Rencontres nationales de l'Éducation les 17 et 18 octobre 2012 à Rennes

Mises en œuvre depuis 1998 par la Ligue de l'enseignement et la Ville de Rennes, les Rencontres nationales de l'éducation ont eu cette année pour thème « Territoires partagés et éducation : une refondation au service de la réussite, de l'égalité et de la démocratie ? ». Organisées à la suite de la première phase de la grande concertation sur la refondation de l'école, elles se voulaient être une contribution à l'élaboration en cours de la loi d'orientation sur l'école.

Dans ce cadre, les trois grands thèmes de questionnement et de prospective retenus pour cette 8^{ème} édition ont été les suivants :

- des savoirs aux compétences et capacités : la transformation des pédagogies et l'accompagnement des parcours au service de l'émancipation et de la citoyenneté ;
- réussite personnelle et trajectoires sociales : les défis de l'égalité dans la société compétitive de la connaissance ;
- éducation démocratique, éducation pour la démocratie : territoires partagés, compétences croisées et gouvernance locale.

Ces thématiques déclinées en tables rondes, conférences et ateliers participatifs ont réuni un large public (plus de 400 participants) venu prendre part à ce rendez-vous annuel fondé sur les apports conjoints de l'ensemble des acteurs éducatifs. Ces Rencontres tiennent aussi à l'approche globale de l'éducation, prenant en compte tous les acteurs et tous les espaces éducatifs, et reconnaissant le rôle essentiel des collectivités locales et des associations partenaires de l'École. Les expériences présentées en ateliers sont une illustration de cette approche globale.

Armand HOAREAU, Laurent Érick ROGER et Bernadette BERTIL, les représentants du CCEE, ont fait le choix de participer aux ateliers suivants :

- le plaisir d'apprendre et d'enseigner : facteurs d'innovations pédagogiques ;
- la contribution de l'Éducation populaire dans l'accompagnement des parcours
- la « génération WEB 2.0 » existe-t-elle ? Les enjeux d'une éducation aux médias et à la citoyenneté.
- les inégalités éducatives dès le plus jeune âge : pourquoi l'École reste-t-elle en échec ?
- dynamiques d'actions collectives contre l'abandon scolaire à l'échelle des territoires.
- engagement bénévole, engagement volontaire : facteurs d'émancipation individuelle et de lien.

3.9 Le colloque inter-CCEE sur le thème « Faire de la jeunesse un atout pour nos territoires » du 19 au 21 novembre à Mayotte

En 2012, le colloque inter-CCEE, organisé par le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de Mayotte, s'est tenu à Mamoudzou sur trois jours, du lundi 19 au mercredi 21 novembre 2012 dans l'hémicycle du Conseil général de Mayotte, et avait pour thème « faire de la jeunesse un atout pour nos territoires ».

Cette thématique retenue se situe dans le prolongement des champs de compétences des CCEE et des réflexions initiées par chaque conseil. Elle a permis, d'une part, aux CCEE de Guadeloupe, de Guyane, de la Martinique, de Mayotte et de La Réunion de faire un état des lieux de la situation de la jeunesse dans les territoires ultramarins et un examen des dispositifs de soutien existants. D'autre part, les CCEE ont formulé des préconisations et pistes d'actions à destinations des communes, des EPCI, de l'État en matière de politiques publiques de jeunesse en Outre-Mer.

De plus, les CCEE des ROM ont pu mieux connaître et comprendre la situation de Mayotte vu que des acteurs institutionnels et associatifs mahorais ont fait également des interventions lors de ce colloque.

Par conséquent, conformément au programme de ce colloque inter-CCEE élaboré par le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de Mayotte, la matinée du lundi 19 novembre 2012 a permis aux différentes personnalités et autorités administratives et institutionnelles, en leurs grades, qualités et fonctions de souligner dans leurs allocutions d'ouverture l'intérêt de ce colloque.

C'est donc dans ce cadre que le président du Conseil général du Département de Mayotte, le préfet de Mayotte, les députés de Mayotte par la voix de leur représentante, les présidents des CCEE de La Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de Mayotte se sont exprimés durant cette séance d'ouverture. Il est à souligner que les médias tant écrits (PQR de Mayotte) qu'audiovisuels ont été présents pour couvrir cet événement réunissant environ 80 personnes le lundi matin.

En ce qui concerne la séance de l'après-midi, deux interventions, celle de G. FONTAINE pour le CCEE de La Réunion et celle de Madi VITA du CCEE de Mayotte et président au CROS se sont succédées et suscitant de nombreuses questions à savoir :

- le système éducatif mahorais ne doit-il pas évoluer ? L'offre de formation répond-il à la demande ? Est-elle en adéquation avec le Mayotte de demain ?
- peut-on aller au-delà des métiers administratifs ? Comment renouveler les institutions, les programmes pour aller de l'avant ?
- quels sont les moyens financiers accordés aux ligues et comités, au CROS pour développer le sport à Mayotte en terme d'équipement, d'infrastructure.

Le colloque s'est poursuivi avec les interventions successives du CCEE de la Martinique, de la Guyane et du président du syndicat mixte d'aménagement de Mayotte. Ces interventions ont par ailleurs suscité des échanges et des débats notamment sur les problématiques liées à la départementalisation, son bilan, à la décentralisation, son bilan, aux transferts de compétences, aux moyens financiers et humains affectés aux collectivités locales pour assumer pleinement ses compétences.

De plus, des questionnements ont été formulés sur les moyens financiers servant à l'éducation à Mayotte, sur la problématique liée à l'agenda gérant le temps de la famille et de l'éducation qui y est dispensée.

Dans la logique du programme établi pour le CCEE de Mayotte, trois interventions ont été présentées successivement durant cette première partie de la matinée et devant un auditoire d'environ 70 personnes. À l'issue de ces présentations, des échanges avec la salle ont eu lieu. Parmi les questions posées, il est à souligner que nombre de participants s'interrogent :

- sur la présence des jeunes dans ce type de conférence, sur les objectifs et les actions mis en œuvre concrètement à l'issue de ce colloque ;
- sur les problématiques liées à l'aménagement du territoire notamment en matière d'équipement culturels, socio-éducatifs, d'animations... ;
- sur la mobilité à construire à Mayotte pour que les Mahorais puissent acquérir une formation pour une insertion sociale et éco-professionnelle notamment dans le domaine de la recherche ethnoculturelle, de la biodiversité marine (tortue), du sport ;
- sur la priorité à donner à l'éducation ;
- sur la nécessité de « faire entrer tant les parents que les enfants dans le train de la francité » avec l'avènement de la mise en place de la départementalisation à Mayotte (Mayotte est le 101^{ème} département français depuis le 3 avril 2011).

Dans le prolongement du programme, trois interventions sont faites dans l'hémicycle du Conseil général de Mayotte. Des exemples de pistes pouvant servir à l'élaboration de politiques publiques à destination des jeunes ont ainsi été présentés notamment par le CCEE par la Guadeloupe, des associations mahoraises et par Georges CASSIRAME pour le CCEE de La Réunion.

Par ailleurs, les différentes interventions faites par les participants, suite aux présentations, posent de manière récurrente la problématique de l'insertion professionnelle et sociale de la jeunesse locale mahoraise sur le territoire de Mayotte. Ces interrogations sont d'autant plus prégnantes vu que :

- des projets existent mais ne sont pas soutenus ;
- des exemples de jeunes formés qui n'ont pas d'emplois sont nombreux.

Cette journée du 20 novembre, se termine par une intervention du représentant de la FEDAR de Mayotte qui évoque les actions de cette fédération sur ce territoire.

Enfin, comme les CCEE le font traditionnellement, ce colloque a été l'occasion de faire un bilan sur l'activité de l'année 2012, sur les différentes phases de la conférence permanente annuelle des présidents (édition 2012) et de préparer l'édition 2013 de cette conférence permanente annuelle des présidents des CCEE ROM et du département de Mayotte qui doit se dérouler au cours du 1^{er} trimestre 2013. A été également annoncée la thématique de l'édition 2013 dont l'organisation revient au CCEE de la Guyane et qui projette de traiter, en novembre 2013, les questions relatives au patrimoine écrit.

Le colloque est définitivement clos le 21 novembre avec une visite de terrain au centre de formation universitaire de Mayotte, au groupement du service militaire adapté et au sein d'un organisme de formation associatif. Un coquetèle de clôture accompagné par des représentations culturelles (danses mohéliennes, performances chorégraphiques et « slams ») met un point final à l'édition 2012 du colloque inter-CCEE organisé par le CCEE de Mayotte.

3.10 Le colloque « Vivre ensemble – Entre temps court et temps long » du Conseil économique, social et environnemental national le 29 novembre 2012 à Paris

Dominique CARRÈRE a assisté pour le CCEE à ce colloque organisé par son homologue national le 29 novembre 2012 au Palais d'Iéna à Paris.

Il en retient la qualité et la richesse des interventions, axées sur la gestion du temps, érigée en impératif par nos sociétés occidentales modernes, et accentuée par le numérique par la connexion permanente qui en résulte.

Il regrette toutefois le faible temps d'échange avec le public.

3.11 Les XXIIèmes Rencontres interrégionales des langues et cultures du 29 novembre au 1^{er} décembre 2012 à Bordeaux-Bayonne-Pau

Dominique CARRÈRE, Roger RAMCHETTY et Céline SANCH ont participé à ces rencontres pour le CCEE de La Réunion.

Cette manifestation avait pour objet « *Harmonisation et diversité des politiques publiques en faveur des langues régionales* ».

Cette thématique a été l'occasion de présenter un certain nombre d'outils et dispositifs existants dans les régions par les huit délégations ayant participé à cette édition, autour principalement des offices publics de la langue et des conventions de partenariat État / collectivités pour l'enseignement des langues régionales.

En particulier, il a été souligné :

- l'implication du CESER d'Aquitaine dans la défense de l'occitan par la production de plusieurs avis ;
- l'organisation de l'édition 2013 des RILC sera assurée par le CCEE de La Réunion, avec pour thème pressenti Culture et Tourisme.

IV. LES PUBLICATIONS DU CCEE

L'édition 2012 de LanKRéol est venu s'ajouter à la liste des publications du CCEE (Cf. liste actualisée au 31 décembre 2012).

V. LES REPRÉSENTATIONS EXTÉRIEURES DU CCEE

Le CCEE a pris part aux travaux des instances suivantes :

- Conseil d'administration du Parc national de La Réunion ;
- Comité de pilotage de la Charte du Parc national de La Réunion ;
- Conseil de la Faculté des lettres et des sciences humaines ;
- Conseil académique de la vie lycéenne ;
- Comité de pilotage « Réalisation d'un atlas des paysages de La Réunion » / DIREN ;
- Comité régional d'évaluation (réunion de constitution) ;
- Comité stratégique du Conseil interministériel de l'Outre-mer ;
- Comité d'experts et d'évaluation des GAL (programme LEADER).

Le CCEE a également participé aux assemblées générales et au conseil d'administration des associations suivantes :

- ARER ;
- ADCAM ;
- Cercle philosophique réunionnais ;
- Club animation prévention ;
- AREP ;
- Association Tikouti ;
- CEMEA ;
- Comité régional pour l'information économique et sociale de La Réunion ;
- CROS ;
- CROMS ;
- FRANCAS ;
- IRT ;
- JPA ;
- Lofis la lang kréol ;
- Ligue de l'enseignement / USEP / UFOLEP ;
- PRMA.

ainsi qu'aux manifestations ci-après :

- Assemblée générale du Département dans le cadre des travaux du réseau rural de La Réunion – 26 janvier ;
- Bureau du Parc national de La Réunion – 26 janvier ;
- Atelier participatif climat Réunion – 1^{er} février ;
- Inauguration du TCSP du Pont de la Rivière des Pluies – 2 février ;
- Assemblée plénière du Conseil régional – 3 février ;
- Ouverture du Palaxa – 4 février ;
- Fête des lanternes à l'occasion du nouvel an chinois – 7 février ;
- Conseil d'administration de l'Ile de La Réunion tourisme – 8 février ;
- Bureau du Parc national de La Réunion – 9 février ;
- Vernissage exposition "D'un monde à l'autre" de Armelle Jourdain et Sébastien Saily – 10 février ;
- Conférence sur la biologie, l'écologie et la conservation d'un oiseau endémique de La Réunion – 14 février ;
- Assemblée générale de l'OCCE – 14 février ;
- Comité des « Nuits pour La Réunion » - 14 février ;
- Conférence "Loi des finances 2012 : quelles nouveautés pour les entreprises et les particuliers ?" - 15 février ;
- Atelier régional sur les sites marins de l'UNESCO – 14 février ;
- Atelier régional sur les sites marins de l'UNESCO – 15 février ;
- Spectacle « Parcours en chanteurs » - 18 février ;
- Comité des « Nuits pour La Réunion » - 21 février ;
- Réunion de sensibilisation à la mise en œuvre d'une démarche prévisionnelle de l'emploi et des compétences des secteurs « Sport et animation » sur le territoire Sud – 23 février ;
- Remise du prix Vanille 2012 – 25 février ;
- Demi-journée d'information sur l'actualité juridique des énergies renouvelables – 1^{er} mars ;
- Bureau du Parc national de La Réunion – 1^{er} mars ;
- Journée internationale de la femme – 8 mars ;
- Conseil de la Faculté des lettres et des sciences humaines – 8 mars ;
- Inauguration du guichet jeunes – 13 mars ;
- Signature officielle de la Convention pluriannuelle d'objectif – 14 mars ;
- Ouverture des sélections régionales des 42^{èmes} Olympiades des métiers – 16 mars ;
- Conseil d'administration du Parc national de La Réunion – 22 mars ;
- Bureau du Conseil d'administration du Parc national de La Réunion – 26 mars ;
- Conférence « Éducation et culture » - 30 mars ;
- Réunion du Comité de pilotage Schéma directeur de la CIREST – 30 mars ;
- Les Hauts en fête avec LEADER – 31 mars ;
- Rencontre avec François HOLLANDE – 1^{er} avril ;
- Conseil de la Faculté des lettres et des sciences humaines – 5 avril ;
- CAVL – 5 avril ;
- Présentation des actions « inscrites pour 2012, année de l'Écologie et de la biodiversité » et de l'inauguration d'un arboretum – 6 avril ;

- Vernissage expo "Reliance" de Catherine PRUNGNAUD – 11 avril ;
- Portes ouvertes sur la Recherche en sciences de l'information et de la communication – 16 avril ;
- Conférence sur le tuit-tuit et le papangue par Damien FOUILLOT et Valérie GRONDIN – 18 avril ;
- Comité de pilotage sur le Salon régional de l'Éducation – 26 avril ;
- Vernissage expo « Océanus nostrum » Tour d'horizon sur le patrimoine de l'océan Indien – 26 avril ;
- Remise des Prix SACEM 2012 – 4 mai ;
- Inauguration officielle de la 36ème Foire agricole de Bras-Panon – 12 mai ;
- Cycle de conférence – La poésie arabe – 15 mai ;
- Présentation d'une nouvelle solution d'éclairage public respectueuse des pétrels – 23 mai ;
- Troisième session d'échanges thématiques sur l'actualisation du profil environnemental de La Réunion – 24 mai ;
- Assemblée générale ordinaire du CROS – 25 mai ;
- Soirée de préouverture du Iomma – 28 mai ;
- Conseil d'administration de l'ARER – 1^{er} juin ;
- Remise des prix du concours « Zerbaz péi » - 1^{er} juin ;
- Vernissage expo dans le cadre du projet « Convergence Arto » sur le thème « Engagements et compagnies » - 1^{er} juin ;
- Rencontres culturelles - Thématique : Enseignement artistique – 11 juin ;
- Rencontres culturelles - Thématique : Théâtre et danse – 12 juin ;
- Rencontres culturelles - Thématique : Audiovisuel et arts plastiques – 13 juin ;
- Rencontres culturelles - Thématique : Musique – 13 juin ;
- Rencontres culturelles - Thématiques : Littérature – 14 juin ;
- Rencontres culturelles - thématique : Salles de diffusion – 14 juin ;
- Rencontres culturelles - Thématiques : Cultures régionales – 15 juin ;
- Rencontres culturelles - Thématiques : Patrimoine – 15 juin ;
- Cérémonie en l'honneur des diplômés 2011 de l'IAE – 19 juin ;
- Assemblée générale ordinaire de l'AD2R – 20 juin ;
- Assemblée générale de l'Agence film Réunion – 20 juin ;
- Conseil d'administration du Parc national de La Réunion – 21 juin ;
- Comité de pilotage sur le Salon régional de l'Éducation – 21 juin ;
- Conférence-débat sur le thème « Les flamboyants de l'exil : carnet de voyage de Ranavalona III dernière reine de Madagascar » par Jean-Claude LEBROS – 22 juin ;
- Assemblée générale de l'ARER – 22 juin ;
- Conférence de presse dans le cadre d'un projet de partenariat entre la ville de la Plaine des Palmistes et le Centre dramatique régional de l'océan Indien – 25 juin ;
- Soirée des Victoires du sport 2011 – 29 juin ;
- Conseil d'orientation de l'Observatoire énergie Réunion – 6 juillet ;
- Vernissage de l'exposition « Les maquettes de bateaux » de Bernard Gérard – 7 août ;
- Journée découverte avec pique-nique participatif et familial au cœur de l'Eden et du Parc national, un paradis de nature – 11 août ;
- Vernissage de l'exposition « 6 mois de concours » - 16 août ;

- Réunion d'information dans le cadre de la préparation des futurs programmes européens 2014-2020 - 24 août ;
- Concert de lancement du 3^{ème} trimestre du Palaxa avec Lindigo & Bann' Laope – 25 août ;
- Matinée des Créateurs de nouveaux concepts touristiques, destinée aux professionnels et aux porteurs de projets dans le secteur du tourisme – 29 août ;
- Comité de pilotage sur le Salon régional de l'Éducation – 30 août ;
- Conseil d'administration de l'Île de La Réunion tourisme – 30 août ;
- Atelier de réflexions sur « Refondons l'école » - 6 septembre ;
- 2^{ème} comité de pilotage du projet de SRCAE – 6 septembre ;
- Vernissage exposition « Évasion » de Sylvietta CHANE-HIME – 7 septembre ;
- Comité de pilotage sur l'EEDD – 7 septembre ;
- Journée internationale de l'alphabétisation de l'UNESCO – 7 septembre ;
- Présentation du portail d'Éducation – 7 septembre ;
- Séminaire sur le Tourisme pour tous – 11 septembre ;
- Conférence avec les coopératives italiennes – Année internationale des coopératives 2012 – 12 septembre ;
- Conférence sur le thème « développement durable : une approche sociale et culturelle » - 13 septembre ;
- Atelier de restitution de « refondons l'école de la République » - 14 septembre ;
- World wide views sur la biodiversité – 15 septembre ;
- Vernissage exposition « D'une Autre Nature » de Laurent ROCHOUX – 15 septembre ;
- Conférence "Le théâtre plein air de Saint-Gilles » de Jean TRIBEL – 17 septembre ;
- Exposition « Elles et Ils ont fait l'École de La Réunion...Elles et Ils ont fait La Réunion » - 19 septembre ;
- Présentation de l'équipe de vingt éco-gardes et ateliers de démonstration dans le cadre de la mise en place du dispositif de surveillance du territoire du Parc national de La Réunion et de la mise en œuvre du dispositif de surveillance incendies 2012/2013 ;
- 1^{ère} séance du Comité de suivi de la nouvelle route du Littoral – 20 septembre ;
- Préparation des programmes européens pour la période 2014-2020 : atelier « Développement durable et environnement » - 20 septembre ;
- Préparation des programmes européens pour la période 2014-2020 : atelier « Insertion régionale » - 21 septembre ;
- Assemblée générale mixte de l'Île de La Réunion tourisme -24 septembre ;
- PELURES, TEMPS 5 de Dominique FICOT « La veste qui voyage re-vêtir » - 26 septembre ;
- Conseil d'administration de l'ARER – 28 septembre ;
- Vernissage expo « D'Ô » en présence des artistes – 28 septembre ;
- Atelier Incendies – 28 septembre ;
- Vernissage expo « Entre l'Inde & La Réunion » - 29 septembre ;
- Cocktail d'inauguration du 5^{ème} Salon du livre de jeunesse de l'océan Indien – 2 octobre ;
- Vernissage expo « Un ange passe » de Emmanuelle VALÉRO – 2 octobre ;
- GT-INVABIO – 4 octobre ;
- Inauguration du Village Maloya – 4 octobre ;

- Étude préalable d'identification et de cartographie des continuités écologiques à La Réunion – 5 octobre ;
- Comité de pilotage du Schéma régional des salles et lieux de création et de diffusion du spectacle vivant de La Réunion – 11 octobre ;
- 5^{ème} édition « Nuits pour La Réunion » : 1er comité de pilotage – 23 octobre ;
- Vernissage exposition « koz ek la lang n° 3 : santé, maladi, tizane » - 26 octobre ;
- Travaux préparatoires à la conférence économique et sociale – 29 octobre ;
- Travaux préparatoires à la conférence économique et sociale – 30 octobre ;
- Réunion technique préparatoire à la commission de suivi du SAR – 31 octobre ;
- Invitation au jury « Fais-nous rêver » - 2 novembre ;
- Ouverture de la fête du centenaire du film indien – 2 novembre ;
- Université de la profession comptable de l'océan Indien – 6 novembre ;
- Exposition « L'Inde fait son cinéma », aquarelles de Kler DARDEL – 7 novembre ;
- Conférence de presse du Salon régional de l'Éducation – 7 novembre ;
- Vernissage expo « Le bruit du silence » de Bernard REBATET – 8 novembre ;
- Concert « Sélection Talents d'ici » - 9 novembre ;
- Concert « Sélection Chantier des Francos » - 10 novembre ;
- Conférence économique et sociale – 14 novembre ;
- Visite du chantier de construction de la Maison du Parc – 15 novembre ;
- Conseil d'administration du Parc national de La Réunion – 15 novembre ;
- Soirée de clôture de la 23^{ème} édition du Dipavali – 17 novembre ;
- Séminaire « sensibilisation des acteurs du tourisme au virage numérique » - 20 novembre ;
- CNS – Comité de concertation régionale programme opérationnel de coopération territoriale océan Indien – 21 novembre ;
- Comité de suivi du Grenelle de l'Environnement – 22 novembre ;
- CNS : déjeuner – 22 novembre ;
- CAVL – 23 novembre ;
- Conseil d'administration de l'Ile de La Réunion tourisme – 26 novembre ;
- Table ronde dédiée au Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles 2011-2015 – 30 novembre ;
- Inauguration des locaux du secteur sud du PNR – 30 novembre ;
- Cérémonie de clôture de la 2^{ème} édition réunionnaise des Olympiades des métiers – 6 décembre ;
- Première commission de suivi du SAR – 6 décembre ;
- Cérémonie de remise du Grand prix du roman métis à Tierno MONÉNEMBO – 6 décembre ;
- Inauguration de l'antenne Est de l'école de la deuxième chance – 7 décembre ;
- Conseil d'orientation de l'OER – 12 novembre ;
- Inauguration de l'exposition photographique « Grands paysages du Parc national » - 13 décembre ;
- Assemblée générale du CRIESR - 13 décembre.

TABLE DES SIGLES

- ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- AGEFIPH : Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées
- AMDR : Association des maires de La Réunion
- ANLCI : Agence nationale de lutte contre l'illettrisme
- APEL : Association des parents d'élèves de l'enseignement libre
- APEPS : Association des parents d'élèves du primaire au supérieur
- APIED : Association pour l'insertion des enfants différents
- ARCV : Association réunionnaise des centres de vacances
- AREP : Association réunionnaise d'éducation populaire
- ARER : Association régionale de l'énergie de La Réunion
- ARFAMHP : Association réunionnaise des familles et des amis des malades handicapés psychiques
- AVEC : Accompagnement à la vie sociale, à l'enfance et à la citoyenneté
- CCIR : Chambre de commerce et d'industrie de La Réunion
- CEMEA : Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active
- CFTC : Confédération française de travailleurs chrétiens
- CINOR : Communauté intercommunale du Nord de La Réunion
- CIREST : Communauté intercommunale Réunion Est
- CIRILLE : Centre interinstitutionnel de ressources sur l'illettrisme
- CRAJEP : Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire
- CRDP : Centre régional de documentation pédagogique
- CRES : Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire
- CROS : Comité régional olympique sportif
- CROMS : Comité régional des offices municipaux des sports
- DIREN : Direction régionale de l'environnement
- DTEFP : Direction du travail de l'emploi et de la formation professionnelle
- FCPE : Fédération des Conseils de parents d'élèves
- FEDAR : Fédération des associations rurales
- FLAREP : Fédération des langues régionales dans l'enseignement public
- FRAPE : Fédération réunionnaise des associations de parents d'élèves
- IRT : Île de La Réunion tourisme
- JPA : Jeunesse au plein air
- PEEP : Association des parents d'élèves de l'enseignement public
- PNR : Parc national de La Réunion
- PREDIS : Plan régional d'élimination des déchets industriels
- PREDAMA : Plan régional d'élimination des déchets autre que ménagers et assimilés
- RILC : Rencontres interrégionales des langues et cultures
- SN-FO LC : Syndicat national – Force ouvrière des lycées et collèges
- SNUDI-FO : Syndicat national des instituteurs et des professeurs des écoles – Force ouvrière
- TIC : Technologies de l'information et de la communication
- TNT : Télévision numérique terrestre
- UCOI : Université de la communication de l'océan indien
- UDIR : Union pour la défense de l'identité réunionnaise
- USEP : Union sportive de l'enseignement premier degré

ANNEXES

Annexe n° 1

Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement

Détail des crédits pour l'exercice 2012

IMPUTATION	INTERVENTION	N° ENV	LIBELLES	BP 2012
INVESTISSEMENT				
900-023-2031	20120065	14621	Etudes et recherches	17 000
900-023-205	20120067	14623	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires	1 800
900-023-21838	20120068	14624	Autres immobilisations corporelles	7 500
900-023-2188	20120070	14625	Autres matériels techniques	700
Total Investissement				27 000
FONCTIONNEMENT				
930-023-6041	20120071	14512	Achats d'études	4 000
930-023-60623	20120073	14513	Fournitures consommées	6 700
930-023-60631	20120074	14514	Fournitures d'entretien	1 500
930-023-60632	20120076	14515	Fournitures de petits équipements	2 300
930-023-6064	20120077	14516	Fournitures administratives	3 000
930-023-611	20120078	14518	Contrats de prestation de services avec les entreprises	1 500
930-023-61351	20120080	14519	Location de matériel de transport	800
930-023-61358	20120081	14520	Location de matériel	1 000
930-023-6156	20120082	14522	Maintenance	1 000
930-023-6182	20120083		Documentation Générale et technique	11 000
		14524	Acquisition d'ouvrages	3 000
		14525	Acquisition CD/DVD	1 000
		14526	Abonnements	7 000
930-023-6185	20120084	14527	Frais de colloques et séminaires	20 000
930-023-6231	20120085	14528	Annonces et insertions	15 800
930-023-6234	20120086	14529	Frais de réception	13 000
930-023-6236	20120087	14530	Catalogues et imprimés	32 500
930-023-6238	20120088	14531	Publicité, publication, relations publiques – Divers	25 900
930-023-6245	20120089	14613	Frais de transport ds le cadre manif	1 000
930-023-6261	20120090	14614	Frais d'affranchissement	200
930-023-6262	20120091	14615	Frais de télécommunications	500
930-023-6281	20120092	14616	Cotisation d'adhésion à des associations	300
930-023-65221	20120093	14617	Indemnités de fonction 20120008	450 000
930-023-65225	20120094	14619	Frais de formation des Conseillers	1 000
930-023-65228	20120095	14620	Frais supplémentaires (élus)	1 000
930-023-617	20120096	14627	Études et recherches	38 500
930-023-65222	20120097	14628	Indemnités de mission et déplacement 20120001	60 000
Total Fonctionnement				692 500
Total Budget CCEE				719 500

Annexe n° 2

MATÉRIEL DU CCEE : INVENTAIRE
EN DATE DU 07 FÉVRIER 2013

TYPE DE MATÉRIELS	QTÉ	DATE D'ACQUISITION				
		AVANT 2012	2012	2013	2014	2015
MATÉRIEL DE BUREAU						
Plieuse électrique IDÉAL 8305				X		
Dictaphone numérique Olympus	2		X			
Destructeur de papiers REXEL	2		X			
Magnétophone à cassettes + micro	1	X				
Baladeur avec lecteur cassette stéréo	1	X				
P-touch Brother	1	X				
Thermo-re lieuse	1	X				
Agrafeuse	1	X				
Massicot (coupe-papiers)	1	X				
Grand tableau blanc	1	X				
Petit tableau blanc	1	X				
Paper board	2	X				
Grand écran de projection rétractable	2	X				
Urne	1	X				
MATÉRIEL INFORMATIQUE						
Disque dur externe TOSHIBA			X			
Disque dur externe WESTERN DIGITAL			X			
WI-FI			X			
Ordinateur portable ACER + chargeur + souris	1	X				
Ordinateur MACINTOSH portable	1	X				
Ordinateur portable	1	X				
Petit ordinateur VAIO	2	X				
Ordinateur fixe MACINTOSH + disque dur + écran + clavier	1	X				
Scanner EPSON	1	X				
Scanner HP	1	X				
Imprimante couleur EPSON	1	X				
Boîtier lecteur de cartes	2	X				
Clavier et souris	2	X				
Casque audio ancien modèle	2	X				
Casque audio CONNECTLAND	8			X		
Clé USB 8 gigas	10			X		
Cédérom	30			X		
MATÉRIEL AUDIOVISUEL						
Meuble	1		X			
Système d'enregistrement TASCAM	2		X			
Table de mixage	2		X			
Micro de table	6		X			
Haut parleurs	3		X			
Micro sans fil	2		X			
Radio	1		X			
Décodeur TNT + télécommande	1		X			
Téléviseur THOMSON + télécommande	1	X				
Magnétoscope TOSHIBA (cassette + DVD) + télécommande	1	X				
Vidéo projecteur + télécommande	2	X				
Projecteur de diapositives KODAK CAROUSEL	1	X				
Rétroprojecteur	1	X				
Gros appareil photo numérique RÉFLEX CANON	1			X		
Petit appareil photo numérique compact NIKON	2			X		
Gros appareil photo KONICA MINOLTA AF DT 18-70	1	X				
Petit appareil photo numérique KONICA MINOLTA Dimage X 1	1	X				
Petit appareil photo argentique PENTAX	1	X				

TYPE DE MATÉRIELS	QTÉ	DATE D'ACQUISITION				
		AVANT 2012	2012	2013	2014	2015
ÉLECTROMÉNAGER						
Four micro ondes KENWOOD	1		X			
Machine à café expresso MAGIMIX	1		X			
Aspirateur PHILIPS	1		X			
Réfrigérateur DAEWOO	1	X				
Four micro ondes MICRO-CHEF	1	X				
1 cafetière électrique PHILIPS	1	X				
Bouilloire TÉFAL	1	X				
OEUVRES D'ART						
Tableaux	9	X				
VAISSELLE						
Tasses + soucoupes			X			
Fourchettes			X			
Petites cuillères			X			
Couteaux			X			
Marmite à riz électrique BONRIZ		X				
Tasses + soucoupes		X				
Fourchettes		X				
Couteaux		X				
Petites cuillères		X				
Grandes cuillères		X				
Moyennes assiettes		X				
Grandes assiettes		X				
Plateau		X				
Verres à eau		X				
Brocs		X				
MOBILIER						
Table extérieure en plastique			X			
Chaises de jardin			X			
Chaises en fer		X				
Petite table pliante en bois blanc		X				
Repose pieds		X				
Présentoir		X				
Table vitrée à étagères		X				
DIVERS / OUTILLAGE						
Enrouleurs électriques 10 m			X			
Escabeaux			X			
Coffret à clés			X			
Trousse à pharmacie		X				
Enrouleur électrique 50 m		X				
Store				X		
Vase		X				
Exposition		X				
Paillason en fibres		X				
Paillason en mousse		X				
Support d'exposition type parapluie		X				
Poubelle de bureau		X				
Souris d'ordinateur		X				
Nappes de cérémonie		X				
Caisses à outils : 1 marteau, 1 lime, 9 clés plates, 1 mètre, 1 tenaille, 1 pince, 1 scie à métaux, 1 petite brosse métallique, 1 perceuse, 6 tournevis, 2 forets béton, 11 forets à bois, 2 boîtes de vis, 1 clé à pipe N°13		X				

Annexe n °3

Liste des instances de travail et leur composition

NOM	Assemblée plénière	Bureau	Bureau restreint	C1 « Vivre ensemble »	LanKRéol	Commission 2 « Egalité Des chances »	C2 Salon régional de l'Éducation	C2 Rythmes scolaires	Commission 3 « Cohésion sociale »	C3 Actes du colloque	C3 Événementiel Education populaire	C3 Structuration et gouvernance du sport	C4 « Développement Territorial »	C4 Analyse de la stratégie touristique du Conseil régional	C4 Étude « Les Initiatives et le tourisme de nature à La Réunion »	C5 « Cadre De vie »	C5 Projet de Charte PNR	C5 EEDD	Groupe ad hoc "Affaires financières et européennes"	Groupe ad hoc "Audiovisuel et Communication"	Comité de pilotage pour l'écriture et le créole réunionnais	Colloque inter-CCEE Mayotte
BEAULIEU Jean François	M	M							VP	M		M	M									
BERTIL Thierry	M			P		M																
CARRERE Dominique	VP	VP	VP	R					M	M	M											M
CASSIRAME Georges	M												M			P	M	M	M			M
CASTAINGT Sophia	M					M					M											
CHOPINET Charlotte	M			M					M													
DAREN COURT Annie	M	M		M	M											R				M	M	
DU VIGNAUX Antoine	M			M					M		M											
FONTAINE Guy	VP	VP	VP			M	M	M														M
FONTAINE James	M								M		M											
FONTAINE Philippe	VP	VP	VP						R	M		M	VP	M	M				M			
GERARD Gilbert	M												M	M	M	M		M				
GUEZZELLO René-Claude	M					M																
HOAREAU Armand	M					P	M	M												M	M	M
JUPPIN DE-FONDAUMIÈRE Fabrice	M	M				VP			M		M								M			
LANGLOIS Jean-Yves	VP	VP	VP						M	M	M	M	R	M	M		M		M			M
LAVAUD Agnès	M	M											P	M	M							
MICHEL Virginie	M			VP																		
MOUROUVIN Joseph	M	M		M																		
MOUTOU Henry-Claude	M			M	M																	
OUMANA Jean Odél	M	M				M																
PICARDO Dominique	VP	VP	VP	M		M													M	M	M	M
RAMCHETTY Roger	P	P	P		M	M	M	M	M											M	M	M
ROGER Laurent Éric	M					R																
SEETHANEN Darmapalah	VP	VP	VP	M					M		M											M
SIEGMUND Bertrand	M												M			M						
SURJUS Gisèle	M			M					M		M											
TARNUS Gisèle	VP	VP	VP									M	M	M	VP	M	M					
VAUTHIER Alain-Marcel	M			M												M	M		M			
ZALHATA Halima	M					M			P	M	M											

P : Président VP : Vice-président R : Rapporteur M : Membre

TABLEAU DES DÉLÉGATIONS

Noms des Vice-présidents délégués	Intitulé des domaines
CARRÈRE Dominique	Culture, arts, langues, histoire et patrimoine culturel
FONTAINE Guy	Éducation, enseignement de la maternelle à l'université, formation professionnelle et apprentissage
FONTAINE Philippe	Éducation populaire, sport, socio-éducatif et animation
LANGLOIS Jean-Yves	Aménagement, déplacements, routes, transports, énergie et tourisme
PICARDO Dominique	Audiovisuel, numérique et communication
SEETHANEN Darmapalah	Innovation et recherche
TARNUS Gisèle	Environnement, écologie, biodiversité et patrimoine naturel

**PLANNING COLLOQUE SUR L'ÉDUCATION POPULAIRE
LES 5 ET 6 OCTOBRE 2012**

"L'Éducation Populaire :

Pour une démocratie citoyenne et solidaire"

(Espace Pierre Roselli - La Cressonnière - commune de Saint-André)

Vendredi 5 octobre			Samedi 6 octobre	
08h00-09h00	Accueil		08h30	Accueil
09h00-10h00	OUVERTURE - DISCOURS OFFICIELS - propos introductifs (Mairie de Saint-André, Président du CCEE, État, Région, Département, AMDR)		09h00-10h30	Plénière Animateur : A. HOAREAU Rapporteurs : M-C. HOAREAU, D. PICARDO, L. HOARAU
10h00-10h15	Pause (15 mn)			" L'Éducation populaire : pour un nouveau projet de société !"
10h15-12h00	Tribune Mario SERVIALE "Il était une fois l'Éducation populaire..." - (historique, principes, valeurs...).		10h30-10h45	Pause (15 mn)
12h00-13h15	PAUSE REPAS		10h45-12h15	Plénière de restitution des ateliers Animateur : Président du CCEE, Gisèle SURJUS
13h30-15h00	ATELIER 1 Animateur : D. CARRERE Rapporteur : D. GUERIN "L'Éducation populaire, un engagement !!!"	ATELIER 2 Animateur : S. FABRESSON Rapporteur : S. NICAISE "Quelles innovations pour des formations pertinentes et de qualité ?"		12h15-12h45
15h00-15h15	Pause (15mn)		12h45	Cocktail
15h15-16h45	ATELIER 3 Animateur : E. SOUFFRIN Rapporteur : A. DU VIGNAUX "Financement des associations : du précaire au pérenne"	ATELIER 4 Animateur : D. PICARDO Rapporteur : F. ANNETTE "Service dédié et initiatives associatives, l'exemple de la commune de St-André"		

Déclaration de Saint-André

L'ÉDUCATION POPULAIRE, UN CREUSET DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA DÉMOCRATIE

Les associations d'Éducation populaire, réunies les 5 et 6 octobre 2012 à Saint-André de La Réunion, rappellent que l'Éducation populaire est, au même titre que l'Éducation nationale, une école de la République.

Elle apprend, tout au long de la vie, à lire et à comprendre la réalité du monde, à écrire et à favoriser le vivre-ensemble, à compter les uns sur les autres et à unir les hommes dans un destin partagé, en dehors de tout obscurantisme.

Elle permet de conserver les acquis scolaires tout en axant l'action sur la préparation des Français à jouer, sur la base de valeurs fondamentales et intemporelles, leur rôle de citoyens dans la République.

L'Éducation populaire est à la fois tolérante, laïque, révolutionnaire et pacifiste. Son objet est de contribuer à l'édification d'une société émancipée, humaniste et solidaire, en rupture avec la marchandisation du monde.

Aussi, les associations d'Éducation populaire demandent :

- L'inscription d'un grand projet de civilisation comme objectif national, avec l'Éducation populaire comme dispositif éducatif permanent pour former les citoyens, acteurs de la transformation sociale.
- La reconnaissance d'un quatrième secteur économique de production de savoirs et de liens sociaux; Ce secteur quaternaire, identifié comme tel dans les comptes publics, devra être le pilier de la construction de la citoyenneté.

LISTE DES PUBLICATIONS DU CCEE

- 1985-1986** : Brochure sur L'Inde et La Réunion dans le cadre de l'exposition
: Rapport « Proposition en vue de l'élaboration d'une politique régionale sportive, socio-éducative et culturelle à La Réunion »
: Actes du colloque international « Alcoolisation et suralcoolisation à La Réunion »
: Édition du double numéro 107 et 108 de la revue « Action poétique » : FON N'KÉZER La Réunion (poètes de La Réunion). Recueil réalisé avec l'aide du CCEE et consacré à la littérature réunionnaise d'expression créole et française ;
- 1988** : Revue sur les « Figures de la littérature réunionnaise contemporaine »
- 1989** : Ouvrage « Bourbon des origines à 1848 » dans le cadre de l'exposition « De la Servitude à la liberté : Bourbon des origines à 1848 »
- 1990** : Ouvrage sur « Histoire abrégée de l'Enseignement à La Réunion »
: Édition d'une plaquette dans le cadre de l'exposition sur La révolution à La Réunion de 1789 à 1803
: Propositions en matière de centres de vacances et de loisirs à La Réunion
- 1992** : Rapport : Pour un développement du socio-éducatif à La Réunion
: Vidéogramme Vert mascaline sur les plantes endémiques de La Réunion
- 1993** : Commission transversale « Données psychosociales et contenu des programmes »
- 1994-1995** : Rapport : Enseignement artistique : luxe ou nécessité ?
- 1995** : Vidéogramme Mensonge de l'ibis sur l'histoire des animaux endémiques de La Réunion
- 1996** : Actes et avis du CCEE sur colloque Mobilité, culture et développement
: Vidéogramme sur Le peuplement des Mascareignes
- 1996-1997** : Rapport sur le Paysage audiovisuel à La Réunion
- 1997** : Édition du livret « La problématique du développement culturel à La Réunion » de la collection Esquisses
: Édition en co-partenariat avec l'Office national des forêts d'une bande dessinée Bat'karé en forêt
- 1998** : Rapport sur l'état de la coopération régionale.
: Édition du livret « La problématique de l'éducation à La Réunion » de la collection Esquisses
- 2000** : Rapport sur le Socio-éducatif à La Réunion.
: Rapport sur Coopération régionale : la situation associative à Madagascar
: Guide européen multilingue des communautés culturelles et des maisons de pays d'Europe (pages sur La Réunion : traduction française, anglaise et créole)

- 2001** : Rapport Pour une école sans drogue
: Édition d'un répertoire sur Réflexion sur la coopération régionale associative
: Actes du Forum Territorial ERE : quelle éducation relative à l'environnement dans les îles du sud-ouest de l'Océan Indien ?
: Actes des XI^{èmes} RILC
: Édition du livret « La problématique du développement socio-éducatif à La Réunion » de la collection Esquisses
- 2002** : Synthèse sur Table ronde sur l'Éducation populaire, les élus : construire ensemble
: Rapport sur Le paysage audiovisuel réunionnais
: Documents et synthèse des Assises du Sport à La Réunion, atelier « Sport et Tourisme »
- 2003** : Actes du colloque « Lanvironman, alon mèt ansanm »
- 2004** : Rapport sur l'étude « Loisirs et tourisme sportif de nature à La Réunion (sur l'état des lieux, les enjeux et perspectives en matière de développement durable)
- 2004-2009** : Recueil sur cette période dans le cadre du concours littéraire LanKKéol
- 2005** : Recueil de nouvelles, de contes, de légendes et de poésies en créole réunionnais LanKRéol primés en 2004
: Rapport « Diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc national de La Réunion »
: Actes du colloque inter-CCEE 2003
: Journal de la coordination de la semaine créole
- 2006** : Co-édition d'un dossier culturel « La kaz créole de La Réunion » avec Lofis la lang kréol La Réunion et l'association Tikouti
- 2007** : Recueil de nouvelles, de contes, de légendes et de poésies en créole réunionnais LanKRéol primés en 2005-2006
- 2008** : Étude sur « La place de l'activité culturelle dans l'économie de La Réunion »
: Édition d'une plaquette « Pour une utilisation rationnelle de l'éclairage artificiel »
- 2009** : Recueil de nouvelles, de contes, de légendes et de poésies en créole réunionnais LanKRéol primés en 2007-2008
: Actes de la Journée mondiale de la philosophie 2008
- 2010** : Recueil de nouvelles, de contes, de légendes et de poésies en créole réunionnais LanKRéol primés en 2009
- 2011** : Recueil LanKRéol 2010
: Actes du colloque inter-CCEE 2010
: Étude sur le champ associatif de l'éducation populaire à La Réunion
: Rapport sur le Service public de l'audiovisuel à La Réunion
- 2012** : Recueil LanKRéol 2011